

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

Formation de base à la PI



Formation de base à la PI

Introduction à la propriété intellectuelle

Élément du kit d'enseignement sur la PI

Table des matières

| Section | Diapositive | Page |
|--|---------------------|------|
| Introduction | | 4 |
| En quoi consiste la formation de base à la PI | | 5 |
| Liste des diapositives | | 7 |
| Introduction à la PI | Diapositive 1 – 9 | 8 |
| Brevets | Diapositive 10 – 12 | 26 |
| Bases de données | Diapositive 13 – 16 | 32 |
| Marques | Diapositive 17 – 20 | 40 |
| Dessins et modèles | Diapositive 21 – 24 | 48 |
| Indications géographiques | Diapositive 25 – 27 | 56 |
| Modèles d'utilité | Diapositive 28 – 30 | 62 |
| Droits d'obtention végétale | Diapositive 31 – 33 | 68 |
| Droits afférents aux topographies de semi-conducteurs | Diapositive 34 – 36 | 74 |
| Le droit d'auteur | Diapositive 37 – 39 | 80 |
| Secrets d'affaires | Diapositive 40 – 43 | 86 |
| La PI dans la pratique – exercice d'application | Diapositive 44 – 50 | 94 |
| Conditions d'utilisation | | 109 |
| Mention d'impression | | 110 |

Introduction

La propriété intellectuelle (PI) est présente dans le quotidien de chacun. C'est pourquoi il est essentiel que les étudiants d'aujourd'hui, qui sont les ingénieurs, chercheurs, juristes, responsables politiques et managers de demain, soient sensibilisés à la PI et en comprennent les bases.

Il est très important que les étudiants se familiarisent avec les aspects élémentaires de la PI de manière à pouvoir en bénéficier pleinement dans leur future carrière quelle qu'elle soit. Les étudiants et les universités devraient également savoir comment exploiter les informations techniques et commerciales qui se trouvent en abondance dans la documentation PI et comprendre la nécessité pour les universités de convertir leurs recherches en droits de PI, de gérer leurs portefeuilles de PI et de s'impliquer dans le transfert de technologies vers des partenaires industriels en vue de générer des plus-values et de servir la société dans son ensemble.

Enfin, les étudiants et les universités devraient être conscients des conséquences que peut entraîner une protection insuffisante de la PI, y compris du risque d'ingénierie inverse, de copies flagrantes voire d'espionnage industriel.

C'est là la raison d'être du kit d'enseignement sur la PI (IPTK). Produit par l'Office européen des brevets (OEB) en collaboration avec l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), ce kit rassemble divers supports de formation (diapositives PowerPoint,

notes de présentation et informations générales) pouvant être utilisés pour préparer des séminaires et des présentations sur tous les types de droits de la PI, notamment les brevets, les modèles d'utilité, les marques, les droits d'auteur, les dessins et modèles et les secrets d'affaires. Ces supports peuvent être adaptés en fonction du domaine d'études (sciences, ingénierie, commerce ou droit), des connaissances préalables des étudiants sur le sujet, du temps disponible et des objectifs de formation.

La première partie du kit (Formation de base à la PI) vient compléter le kit d'enseignement sur les brevets publié en 2010 par l'Académie européenne des brevets. Cette partie contient les outils et les informations nécessaires pour dispenser un cours d'une heure ou deux sur le rôle de la PI.

L'IPTK, qui vous donne accès gratuitement à un vaste recueil de supports professionnels, compte parmi les ressources de formation en matière de PI les plus exhaustives au monde.

En quoi consiste la formation de base à la PI

Cette formation fait partie du kit d'enseignement sur la PI (IPTK). Elle s'adresse aux enseignants dont les étudiants n'ont que peu ou pas de connaissances préalables en matière de PI, l'objectif étant de leur présenter les caractéristiques de base de différents droits de la PI. Les supports de la formation sont disponibles en allemand, anglais, espagnol, français et italien, sous forme imprimée et en ligne.

Outre une introduction générale, la formation de base à la PI porte sur les brevets, les bases de données, les marques, les dessins et modèles, les indications géographiques, les modèles d'utilité, les variétés végétales, les topographies de semi-conducteurs, les droits d'auteur et les secrets d'affaires, ainsi qu'un exercice pratique pour illustrer l'utilisation de la PI dans le monde réel.

La formation de base à la PI se compose de diapositives PowerPoint toutes faites, accompagnées de notes de présentation et d'informations générales complémentaires. Les notes de présentation peuvent être lues à haute voix telles quelles.

Les informations générales apportent des précisions supplémentaires qui vous aideront à préparer d'éventuelles questions plus approfondies des étudiants. Elles ne sont pas censées faire partie du cours.

Vous pouvez accéder en ligne à l'ensemble du kit, ainsi qu'aux mises à jour et à d'autres possibilités de formation à l'adresse suivante : www.epo.org/learning-events/materials/kit.html. Vous y trouverez également un didacticiel pour les enseignants.

Liste des diapositives

| | | | |
|-----------------------|---|-----------------------|--|
| Diapositive 1 | Introduction à la PI | Diapositive 28 | Modèles d'utilité |
| Diapositive 2 | Introduction générale | Diapositive 29 | Qu'est-ce qu'un modèle d'utilité ? |
| Diapositive 3 | Les différents droits de PI (I) | Diapositive 30 | Comparaison entre l'étendue de la protection conférée par un modèle d'utilité et celle offerte par un brevet |
| Diapositive 4 | Les différents droits de PI (II) | | |
| Diapositive 5 | Un produit, plusieurs titres de PI | Diapositive 31 | Droits d'obtention végétale |
| Diapositive 6 | Importance de la propriété intellectuelle (I) | Diapositive 32 | Qu'est-ce qu'un droit d'obtention végétale ? |
| Diapositive 7 | Importance de la propriété intellectuelle (II) | Diapositive 33 | Étendue de la protection |
| Diapositive 8 | Le système de la PI | Diapositive 34 | Droits afférents aux topographies de semi-conducteurs |
| Diapositive 9 | Exemples de titres de PI ayant une grande valeur | Diapositive 35 | Qu'est-ce qu'un droit afférent à une topographie de semi-conducteur ? |
| Diapositive 10 | Brevets | Diapositive 36 | Étendue de la protection |
| Diapositive 11 | Qu'est-ce qu'un brevet ? | Diapositive 37 | Le droit d'auteur |
| Diapositive 12 | Qu'est-ce qui peut être breveté exactement ? | Diapositive 38 | Qu'est-ce que le droit d'auteur ? |
| Diapositive 13 | Bases de données | Diapositive 39 | Étendue de la protection |
| Diapositive 14 | Qu'est-ce qu'une base de données ? | Diapositive 40 | Secrets d'affaire |
| Diapositive 15 | Quelle protection pour les bases de données ? | Diapositive 41 | Qu'est-ce qu'un secret d'affaires ? |
| Diapositive 16 | Droits et restrictions | Diapositive 42 | Étendue de la protection |
| Diapositive 17 | Marques | Diapositive 43 | Moyens de protection |
| Diapositive 18 | Qu'est-ce qu'une marque ? | Diapositive 44 | La PI dans la pratique – exercice d'application |
| Diapositive 19 | Enregistrement | Diapositive 45 | Aérosol et produit en aérosol contre les allergies |
| Diapositive 20 | Étendue de la protection | Diapositive 46 | Quels éléments peuvent être protégés ? |
| Diapositive 21 | Dessins et modèles | Diapositive 47 | Brevets et dessins ou modèles (I) |
| Diapositive 22 | Qu'est-ce qu'un dessin ou un modèle ? | Diapositive 48 | Brevets et dessins ou modèles (II) |
| Diapositive 23 | Dessins et modèles enregistrés et non enregistrés | Diapositive 49 | Marques, droits d'auteur et noms de domaine |
| Diapositive 24 | Étendue de la protection | Diapositive 50 | Prochaines étapes ? |
| Diapositive 25 | Indications géographiques | | |
| Diapositive 26 | Qu'est-ce qu'une indication géographique ? | | |
| Diapositive 27 | Différence entre IGP et AOP | | |

Diapositive 1

Introduction à la PI

Diapositive titre



Introduction à la PI

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

Diapositive 2

Introduction générale

Les diapositives suivantes donnent un aperçu général des différents droits de PI.

INTRODUCTION GÉNÉRALE




Diapositive 3

Les différents droits de PI (I)

Les brevets sont délivrés pour des inventions techniques. Les demandes de brevet doivent être déposées auprès d'un office national ou régional de brevets. Elles sont examinées dans le cadre d'une procédure qui conduit à la délivrance ou au rejet du brevet. Normalement, les brevets ont une durée de validité maximum de vingt ans à compter de la date de dépôt de la demande. Dans certains pays, il existe également un type de brevet particulier, appelé « modèle d'utilité » (ou « petit brevet »), qui confère une protection plus limitée.

Les modèles d'utilité offrent généralement une protection plus simple, pour une durée plus courte. Dans la plupart des pays, il suffit qu'une invention soit nouvelle pour être protégée par un modèle d'utilité. Dans d'autres pays, comme l'Allemagne, les inventions doivent en outre impliquer une activité inventive. La majorité des États n'examinent toutefois ni la nouveauté ni l'activité inventive et enregistrent tout modèle d'utilité satisfaisant aux conditions de forme.

Le droit d'auteur ne nécessite pas d'enregistrement. La création de l'œuvre donne « automatiquement » naissance au droit d'auteur. Toute expression originale, créative, intellectuelle ou artistique est protégée par droit d'auteur, y compris les romans, la littérature scientifique, les pièces de théâtre, les logiciels, les photographies et les tableaux, les œuvres musicales, les sculptures, les émissions de télévision, etc. Même l'odeur d'un parfum peut être protégée (indirectement) par le droit d'auteur : une combinaison de substances dans un parfum peut représenter une œuvre originale créative et, par conséquent, être protégée par droit d'auteur. La durée de validité du droit d'auteur correspond approximativement à la vie de l'auteur plus soixante-dix ans, selon le cas spécifique et le pays.

| Les différents droits de PI (I) | | | |
|---------------------------------|---|---------------------------|---|
| Titre juridique | Objet | Procédure | |
| Brevets | Nouvelles inventions | Demande et examen |  |
| Modèles d'utilité | Nouvelles inventions | Demande et enregistrement |  |
| Droits d'auteur | Oeuvres créatives ou artistiques originales | Existent automatiquement |  |

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 3

Les brevets sont délivrés pour des inventions techniques. Les demandes de brevet sont examinées par l'office de brevets auprès duquel elles sont déposées, l'objectif étant de déterminer si elles répondent aux strictes conditions de brevetabilité. La durée de validité d'un brevet est généralement de vingt ans à compter de la date de dépôt de la demande.

Les modèles d'utilité offrent une protection plus simple, pour une durée plus courte, mais sont généralement enregistrés et publiés beaucoup plus rapidement que les brevets.

Le droit d'auteur ne nécessite pas d'enregistrement. La création de l'œuvre donne automatiquement naissance au droit d'auteur. Est protégée toute expression originale et créative. Il peut s'agir de littérature, d'art, de théâtre, de musique, de photo, d'enregistrements ou d'émissions (de radio ou de télévision).

Diapositive 4

Les différents droits de PI (II)

Les **marques** sont des signes distinctifs qui permettent d'identifier et de différencier la source commerciale de produits ou de services. Ces signes peuvent être des mots, des logos, des noms et des couleurs, ainsi que tout autre moyen d'identifier l'origine commerciale, comme la forme ou le conditionnement d'un produit et même des sons ou des odeurs. La plupart des personnages de Disney sont par exemple enregistrés en tant que marques. La création de marques peut simplement résulter de leur utilisation (Google en est un exemple) ou de leur enregistrement formel.


Les **dessins ou modèles enregistrés** (« Design patents » aux États-Unis) protègent l'ornementation, la forme, l'apparence ou le style des objets, mais pas leurs éléments fonctionnels. Les conditions applicables sont la nouveauté absolue et le caractère individuel. Un dessin ou modèle communautaire enregistré est protégé pendant une durée maximale de vingt-cinq ans à compter de la date à laquelle l'enregistrement est demandé. La protection est accordée par périodes de cinq ans renouvelables.

Les **dessins ou modèles non enregistrés** sont eux aussi protégés dans certaines conditions. Un dessin ou modèle original qui est rendu public confère gratuitement et automatiquement à son titulaire le droit d'interdire à quiconque de copier son dessin ou modèle, mais la protection conférée par un dessin ou modèle non enregistré a généralement une durée de validité plus courte que celle d'un dessin ou modèle enregistré. Un dessin ou modèle communautaire non enregistré est protégé pendant une durée maximale de trois ans après avoir été rendu public dans l'Union européenne.

Les **secrets d'affaires** se composent de toutes informations commerciales confidentielles conférant à une entreprise un avantage par rapport à la concurrence. Contrairement aux autres droits de PI, les secrets d'affaires sont protégés sans formalités en matière de procédure ; ils peuvent donc être protégés pour une durée illimitée. Les informations qui constituent des secrets d'affaires doivent (a) être secrètes, (b) avoir une valeur commerciale du fait de leur nature secrète et (c) avoir fait l'objet de mesures raisonnables par leur titulaire légitime afin de les garder secrètes, par exemple en concluant des accords de confidentialité avec des employés et

des partenaires commerciaux, ainsi qu'en prenant des mesures pour empêcher l'espionnage industriel. Ces conditions peuvent varier d'un pays à l'autre. Les informations indiquées ci-dessus répondent toutefois aux normes générales auxquelles il est fait référence à l'article 39 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC).

Parmi les **autres droits de PI**, qui ne sont pas exposés ici, il convient de mentionner la protection des variétés végétales (« brevet de plante » aux États-Unis), les bases de données, les indications géographiques et les topographies de semi-conducteurs.

| Les différents droits de PI (II) | | |
|----------------------------------|--|--|
| Titre juridique | Objet | Procédure |
| Marques | Identification distinctive de produits ou services | Utilisation et/ou enregistrement  |
| Dessins et modèles enregistrés | Apparence extérieure | Enregistrement  |
| Secrets d'affaires | Information de grande valeur, non connue du public | Efforts appropriés pour conserver la confidentialité  |

Les marques sont des signes distinctifs qui indiquent la source d'un produit ou d'un service. Il peut s'agir par exemple de noms, de logos et de couleurs utilisés pour les produits et services du titulaire et qui différencient ces produits ou services par rapport à ceux de la concurrence.

La protection conférée par les dessins et modèles enregistrés porte sur l'apparence extérieure d'un produit, mais n'inclut pas les aspects techniques. Il peut s'agir de nouvelles caractéristiques, d'ornementations ou de formes. Pour être officiellement enregistrés, les dessins ou modèles doivent être originaux et posséder un caractère individuel distinctif. Les aspects artistiques d'un dessin ou modèle peuvent également être protégés par droit d'auteur.

Les dessins ou modèles non enregistrés sont eux aussi protégés dans une certaine mesure : ils confèrent gratuitement et automatiquement un droit à la personne qui présente au public le dessin ou modèle concerné. Elle peut ainsi interdire aux tiers de le copier, mais la protection conférée par un dessin ou modèle non enregistré a généralement une durée de validité plus courte que celle d'un dessin ou modèle enregistré.

Les secrets d'affaires portent sur des informations qui ne sont pas connues du public. Si le détenteur de ces informations veille à leur confidentialité, il peut engager une action contre toute personne qui les aura dérobées.

Diapositive 5

Un produit, plusieurs titres de PI (diapositive animée)

Tous les titres de PI présentés jusqu'ici peuvent être combinés pour permettre aux inventeurs de protéger leurs innovations. Une entreprise pourra par exemple utiliser un brevet pour s'assurer d'être la seule à offrir une caractéristique technique particulière, ainsi que des dessins ou modèles (enregistrés ou non) pour protéger les caractéristiques liées à l'apparence du produit. Elle pourra également utiliser les marques pour indiquer l'origine du produit.

Une entreprise pourra également choisir de tenir secrets certains aspects du procédé de fabrication et, si elle s'efforce réellement de préserver la confidentialité, bénéficier de la protection des secrets d'affaires.

Il est probable que les participants au cours n'aient aucune idée de la multitude de titres de PI qui sont aujourd'hui nécessaires à la fabrication et à la commercialisation d'un téléphone portable. Cette diapositive en donne quelques exemples qui les aideront à comprendre comment il convient de protéger les différents aspects de leurs propres créations intellectuelles.

Dans les conditions d'utilisation des informations contenues dans le site Internet de Nokia, il est précisé que « le contenu des pages Web Nokia appartient à © Nokia Corporation 2014. [...] L'utilisation de ce site et de son contenu est autorisée à des fins privées et non commerciales. L'utilisation de communiqués de presse et d'autres documents considérés publics est autorisée dans les communications publiques si la source des informations est établie. »

Cela vaut également pour les images figurant sur le site de Nokia à l'adresse suivante : <http://company.nokia.com/en/news/media-library>

Un produit, plusieurs titres de PI

Marques

- NOKIA
- Produit "208"
- Musique de démarrage

Droits d'auteur

- Logiciels
- Guides d'utilisateur
- Sonnerie
- Musique de démarrage
- Images



© Nokia Corporation

Brevets et modèles d'utilité

- Méthodes de traitement des données
- Système d'exploitation
- Fonctionnement de l'interface utilisateurs

Dessins et modèles

- Forme globale du téléphone
- Disposition et forme des touches
- Position et forme de l'écran

Secrets d'affaires

- savoir-faire technique tenu secret en interne et non publié

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 5

Cette diapositive présente le large éventail de titres de propriété intellectuelle susceptibles d'être utilisés pour protéger un seul produit, en l'occurrence, un téléphone portable.

Diapositive 6

Importance de la propriété intellectuelle (I)

L'innovation est l'un des domaines couverts par les cinq grands objectifs d'« Europe 2020 », stratégie sur dix ans pour la croissance, adoptée par l'Union européenne dans le but de créer une économie plus compétitive avec plus d'emplois.

Aujourd'hui plus que jamais, il est important d'encourager le « cercle vertueux » par lequel les investissements en recherche et développement (R&D) se traduisent en emplois, grâce à l'innovation, à des positions avantageuses par rapport à la concurrence et à la réussite économique – comme dans le monde actuel des marchés de plus en plus mondialisés et de l'économie de la connaissance. Ce processus dépend de plusieurs facteurs différents, mais l'un des plus importants est sans aucun doute un système efficace de droits de propriété intellectuelle (DPI), étant donné la capacité de la PI à encourager la créativité et l'innovation, sous toutes ses formes, dans l'ensemble de l'économie.

La propriété intellectuelle joue un rôle très important dans l'économie du savoir actuelle. Les jeunes entreprises font appel à la PI pour empêcher de grandes sociétés industrielles concurrentes de copier leurs produits. Pour les grandes entreprises, la PI est un moyen de récolter les fruits de leurs investissements. Même les secteurs apparemment « traditionnels » comme la sidérurgie utilisent la PI pour protéger leurs actifs immatériels.

Des moyens considérables doivent préalablement être investis afin de produire et d'utiliser la majeure partie des inventions techniques. Pour attirer les financements, elles doivent offrir des perspectives de bénéfices.

Celles-ci sont bien plus favorables si les inventions sont protégées par un titre de PI. En l'absence de protection, les concurrents pourraient proposer les mêmes produits ou services à un prix moins élevé, puisqu'ils n'auront pas eu à investir eux-mêmes de fonds dans la R&D.

La législation en matière de PI autorise les titulaires de droits de PI à céder à des tiers le droit d'utiliser la PI, autrement dit à leur concéder une licence. Le titulaire du droit peut déterminer les conditions dans lesquelles cette licence est concédée. Acheter un film sur DVD ne revient donc presque jamais à en acquérir la propriété intellectuelle. En revanche, le propriétaire du film a généralement vendu une licence relative à l'utilisation du film.

Exemples de la diapositive

Sandvik AB est une société d'ingénierie suédoise qui emploie près de 47 000 salariés et qui compte à son actif plus de 8 000 brevets et autres titres de PI. Elle a été désignée parmi les 100 entreprises les plus innovantes de l'année 2012 (Thomson Reuters – Palmarès des 100 entreprises les plus innovantes dans le monde).

En 2005, Sandvik a réorganisé son système de PI en transférant la propriété et la gestion de ses brevets et de ses marques à une société de PI (Sandvik Intellectual Property AB). Elle estime que le fait de concentrer les activités liées aux titres de PI au sein d'une même société génère des avantages opérationnels.

La société W.L. Gore & Associates, Inc., créée en 1958, est connue avant tout pour avoir conçu les tissus imperméables et respirants Gore-Tex. En 1969, W.L. Gore a inventé un nouveau polymère qui présente une polyvalence remarquable et qui a conduit la société à déposer un très grand nombre de demandes de brevets dans le secteur médical, textile et industriel. La quasi-totalité des milliers de produits de la société Gore sont fabriqués à partir de ce seul matériau.

La société Gore détient plus de 2 000 brevets délivrés à l'échelle mondiale. En partant d'un brevet sur une technologie de membrane, elle a créé un nouveau tissu respirant (qui porte la marque GORE-TEX®) à la fois imperméable et coupe-vent. Le slogan "Guaranteed to Keep you Dry®" est également une marque enregistrée aux États-Unis.

La société Dolby Laboratories, Inc, fondée par l'ingénieur et inventeur américain Ray Dolby, a été à l'avant-garde de la technologie de réduction sonore connue sous le nom de "Dolby NR®". Cette technologie est basée sur une forme de compression et d'expansion audio qui réduit le bruit de fond des enregistrements sur bande. Très tôt, Dolby a adopté une stratégie commerciale consistant à ne développer et à ne fabriquer des produits audio que pour le marché professionnel et à concéder des licences sur les mêmes technologies pour les appareils destinés au grand public. Cette société a combiné des brevets, destinés à protéger la technologie, et des marques, visant à faire de Dolby un symbole de qualité auprès des consommateurs. L'élément clé de la stratégie de Ray Dolby a été de concéder sous licence aux fabricants de magnétophones sa technologie brevetée au lieu de faire payer les particuliers qui utilisaient les produits dotés



Importance de la propriété intellectuelle (I)

- La PI représente un atout commercial essentiel dans l'économie du savoir
 - Sandvik AB : outils high-tech innovants et technologie de l'acier
 - ARM Holdings : concède sa technologie en licence à des sociétés fabriquant des micro-processeurs
- La PI protège les petites entreprises innovantes
 - W. L. Gore & Associates : GORE-TEX®
 - Dolby Laboratories : a inventé la technologie de réduction sonore



Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 6

Sans la PI, nombre de projets novateurs ne seraient pas rentables car n'importe qui pourrait simplement en copier les résultats. Cette diapositive donne quelques exemples de sociétés qui exploitent la PI et présente les avantages qu'elles en tirent.

Sandvik AB est une société suédoise qui conçoit et fabrique des outils et des machines high-tech. Elle compte 47 000 salariés et vend ses produits dans plus de 150 pays. En 2012, elle a été désignée parmi les 100 entreprises les plus innovantes à l'échelle mondiale. Une de ses filiales, Sandvik Intellectual Property AB, détient et gère les titres de PI de la société, notamment ses 8 000 brevets.

ARM Holdings est une multinationale britannique dans le domaine des semi-conducteurs et des logiciels qui perçoit des droits de licence pour les micro-processeurs éconergétiques qu'elle développe mais ne fabrique pas.

La société W.L. Gore & Associates a été créée par la famille Gore en 1958. Elle a développé des produits high-tech à partir d'un nouveau polymère qui présente une polyvalence remarquable. À partir d'un brevet portant sur une technologie de membrane, elle a créé un nouveau tissu respirant (connu sous le nom de GORE-TEX®) à la fois imperméable et coupe-vent. La société, qui compte plus de 9 500 salariés, a également enregistré aux États-Unis en tant que marque le slogan : "Guaranteed to Keep you Dry®".

Dolby Laboratories protège sa technologie de réduction sonore en combinant brevets et marques commerciales. Créée en 1965, cette société high-tech connaît un grand succès, avec à son actif plus de 2 800 brevets délivrés et 2 700 demandes de brevet en instance. Elle détient en outre plus de 990 marques à l'échelle mondiale. Les preneurs de licence sont tenus d'apposer la marque Dolby sur tout produit équipé de la technologie Dolby. Environ 86% des recettes de la société proviennent des droits de licence.

Diapositive 7

Importance de la propriété intellectuelle (II)

de cette technologie. Grâce à cette stratégie, la société n'a pas été affectée par les copies illégales puisque ces copies nécessitaient elles aussi l'utilisation d'appareils équipés de la technologie Dolby.

En 2013, Dolby avait à son actif plus de 2 800 brevets et 2 700 demandes de brevet de la société étaient en instance. Les brevets constituent sa principale source de recettes au titre des licences concédées. Dolby détient en outre plus de 990 marques à l'échelle mondiale. Elles font partie intégrante du système de cession de licences de la société, lequel génère 86% de ses recettes.

ARM Holdings, plc est une société multinationale britannique dans le domaine des semi-conducteurs et des logiciels. Elle a été créée en 1990 en tant que coentreprise d'Acorn Computers, d'Apple Computer Inc. (l'actuel Apple Inc.) et de VLSI Technology pour développer des microprocesseurs à haut rendement énergétique. Grâce à leur faible consommation, ces microprocesseurs sont particulièrement adaptés aux appareils portables comme les smartphones, les applications de jeu, les systèmes de navigation et les appareils photo numériques.

ARM est le premier fournisseur mondial de PI dans le domaine des semi-conducteurs. Au lieu de fabriquer et de vendre ses propres puces à semi-conducteur, ARM concède des licences sur sa technologie à un réseau de sociétés partenaires qui l'intègrent à leur propre technologie pour créer et fabriquer des micro-puces. En contrepartie, ARM perçoit des droits de licence et des redevances sur chaque micro-puce dotée de sa technologie. Depuis 2014, plus de 800 licences ont été vendues à plus de 250 partenaires, notamment aux plus grands fabricants de semi-conducteurs et de systèmes au monde comme Intel, Samsung, Texas Instruments et Qualcomm. Environ 25 milliards de microprocesseurs d'ARM ont été fabriqués depuis lors sous licence ARM.

La société compte désormais plus de 2 000 salariés et domine le marché mondial des microprocesseurs pour téléphones portables. Aujourd'hui, la technologie ARM est utilisée dans 95% des smartphones, 80% des appareils photo numériques et 35% de tous les appareils électroniques.

Linux est un exemple de la façon dont la PI peut être utilisée pour défendre la « propriété publique » de la PI. Les développeurs de logiciels libres s'en remettent à la protection de la PI (droit d'auteur) pour s'assurer que toute personne qui améliore leurs travaux soit tenue d'accepter certaines conditions. Etant donné qu'ils détiennent le droit d'auteur, les développeurs de Linux peuvent exiger que l'utilisation des améliorations apportées au code de Linux (qu'ils cèdent gratuitement) soit elle aussi gratuite. Ils veillent ainsi à ce que personne n'exploite leur PI afin d'établir de nouveaux droits de protection. C'est ainsi grâce au système de la PI que les développeurs de Linux peuvent créer des connaissances qui sont et resteront accessibles gratuitement.

Un autre exemple est la licence Creative Commons qui permet à un auteur d'autoriser des tiers à exploiter son travail sous réserve de certaines conditions (comme la mention obligatoire de son nom ou l'interdiction d'exploiter ce travail à des fins commerciales). Il est préférable de ne pas signaler cet exemple si l'auditoire ne connaît pas bien le système des licences.

Des organisations comme Fairtrade International (qui plaide pour des normes commerciales équitables) et Forest Stewardship Council (production de bois respectueuse des forêts naturelles) illustrent elles aussi comment le système de la PI peut être utilisé dans l'intérêt de la collectivité, et non dans une logique de profit. Ces organisations ne concèdent des licences sur leurs marques (FAIRTRADE, FSC) qu'aux entreprises acceptant de souscrire à certains critères environnementaux et/ou éthiques. Le système de la PI permet précisément d'empêcher toute utilisation de ces marques hors licence. Les consommateurs ont donc l'assurance que tous les produits portant le label correspondant sont réellement conformes aux normes garanties.

Importance de la propriété intellectuelle (II)

- Les droits de PI permettent de diffuser la PI auprès du public dans des conditions réglementées.
 - Licence GPL (General Public Licence) : Linux
 - Licence Creative Commons
- La PI contribue à garantir le respect des normes au moyen de marques concédées sous licence et sert ainsi l'intérêt de la collectivité
 - Fairtrade International (FAIRTRADE)
 - Forest Stewardship Council (FSC)



Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

7

Le système d'exploitation LINUX et d'autres logiciels libres peuvent être utilisés gratuitement, mais les utilisateurs doivent adhérer à la licence GPL, par laquelle ils s'engagent à intégrer toute amélioration à cette licence.

Creative Commons désigne un éventail de licences standard pour les livres, les logiciels, les photographies, etc. Les auteurs peuvent accepter que leurs œuvres soient utilisées gratuitement, mais exiger par exemple que leurs noms soient mentionnés ou que les œuvres soient utilisées à des fins non commerciales.

Les organisations telles que Fairtrade International, qui s'engage à promouvoir les produits du commerce équitable comme le café, et Forest Stewardship Council sont gérées dans l'intérêt de la collectivité et non dans une logique de profit. Elles ne concèdent de licences sur leurs marques (notamment FAIRTRADE et FSC) qu'aux entreprises acceptant de souscrire à certains critères environnementaux et/ou éthiques. Le système de la PI permet d'empêcher l'utilisation de ces marques hors licence.

Diapositive 8

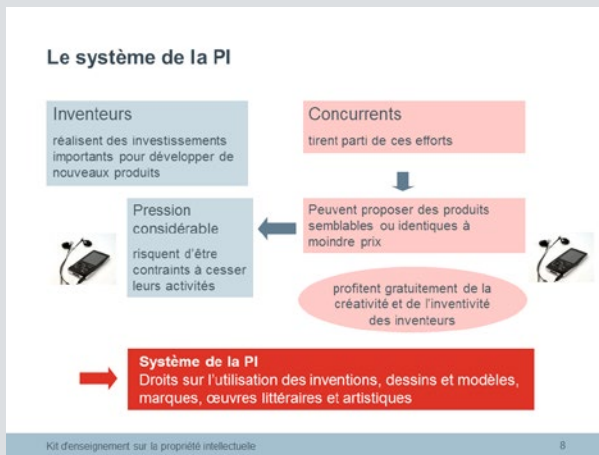
Le système de la PI (diapositive animée)

Dès lors qu'un nouveau produit connaît du succès sur le marché, il est très probable que la concurrence suive la tendance et tente de fabriquer des produits semblables ou identiques.

L'inventeur du produit d'origine aura sans doute investi des ressources considérables non seulement dans le développement du produit mais aussi dans la création de la chaîne de production, dans les campagnes publicitaires et dans la recherche de fournisseurs.

Les concurrents qui se présentent par la suite tirent parti des efforts fournis par l'inventeur et peuvent ainsi proposer leurs produits à un meilleur prix. Cela peut exercer une pression considérable sur l'inventeur et même le contraindre à cesser ses activités alors que ses concurrents profitent gratuitement de sa créativité.

C'est pourquoi les inventeurs ont intérêt à exploiter le système de la PI pour protéger leurs inventions, leurs dessins et modèles, leurs marques, leurs œuvres artistiques, etc. Ce système en fait les propriétaires de leur travail et leur confère le droit exclusif de contrôler la production, l'importation et la vente de produits de contrefaçon.



Dès lors qu'un nouveau produit connaît du succès sur le marché, il est très probable que les concurrents tenteront de fabriquer des produits semblables ou identiques.

Les inventeurs subissent ainsi une pression considérable et peuvent même être amenés à cesser leurs activités alors que leur créativité a été exploitée gratuitement par la concurrence.

L'inventeur aura vraisemblablement investi des ressources considérables dans le développement du nouveau produit, la création de la chaîne de production, les campagnes publicitaires et la recherche de fournisseurs.

Le système de la PI est là pour aider les inventeurs à protéger leurs inventions, dessins et modèles, marques, œuvres artistiques, etc. Il les rend propriétaires de leur travail et leur confère le droit d'empêcher les concurrents de produire, d'importer ou de vendre des produits de contrefaçon.

Les concurrents tirent parti de ces efforts. Ils profitent d'un meilleur accès au marché, de meilleurs liens avec les distributeurs et de l'accès à des matières premières moins chères. Ils peuvent donc proposer leurs produits à un prix moins élevé.

Diapositive 9

Exemples de titres de PI ayant une grande valeur

Cette diapositive donne plusieurs exemples illustrant la valeur de différents actifs de la propriété intellectuelle.

Coca-Cola (marque enregistrée) : en 2013, la valeur de la marque (à savoir les marques déposées et l'ensemble de l'expérience client de Coca Cola) était estimée à 79,2 milliards de dollars US (soit 70,2 milliards d'EUR).

Lecteur **Apple iPod touch** (marques enregistrées, dessins et/ou modèles enregistrés, quelques brevets) : l'avantage concurrentiel à l'origine du succès phénoménal de l'iPod tient moins à l'innovation technique qu'à l'expérience client et à l'esthétique distinctive. Apple a déposé plusieurs « brevets de dessins » ou « brevets de modèles » aux États-Unis (appelés « dessins enregistrés » ou « modèles enregistrés » en Europe) concernant les aspects esthétiques de l'iPod. Apple a également déposé des demandes de brevet liées à l'interface utilisateur de l'iPod. Entre 2007 (année du lancement de l'iPod) et 2013, Apple en a vendu plus de 100 millions d'unités.

Harry Potter (marques enregistrées et droit d'auteur) : J.K. Rowling, l'auteur du premier roman Harry Potter, détenait tous les droits de PI y afférents. Cela signifie qu'elle était l'unique personne autorisée à écrire une suite à ce livre. Au mois d'avril 2012, il a été estimé que ses droits de propriété intellectuelle sur l'histoire d'Harry Potter lui auraient rapporté la somme de 910 millions (près d'un milliard) de dollars US (soit 807 millions d'EUR). La valeur de la marque « Harry Potter » est estimée à 15 milliards de dollars US (13,3 milliards d'EUR). Par comparaison, un kilogramme d'or valait en 2013 environ 31 000 EUR. Autrement dit, J.K. Rowling a converti son imagination en l'équivalent de 22 tonnes d'or : un vrai tour de magie de la propriété intellectuelle.

Appareil photo à développement instantané (brevets) : cette technologie avait une très grande valeur avant l'avènement des appareils photo numériques. En 1991, il a été établi que Kodak avait contrefait sept brevets détenus par Polaroid. Kodak a été condamnée à verser à Polaroid 925 millions de dollars US (820 millions d'EUR) de dommages et intérêts à l'issue d'un procès qui a duré plus de 14 ans. Il s'agissait du dédommagement le plus important de tous les temps, tout du moins jusqu'en 2012 lorsqu'Apple a perçu 1,05 milliard de dollars US (891 millions d'EUR) à l'issue de son conflit avec Samsung. Les brevets étaient très importants pour Polaroid, car ils lui ont permis de garder le monopole du marché de la photo instantanée (à l'exception de Fujifilm qui a obtenu une licence Polaroid).

Procédé permettant de copier l'ADN (brevets) : la réaction en chaîne par polymérase (PCR) est une technique de biochimie en biologie moléculaire permettant de reproduire en très grand nombre (avec un facteur de multiplication de l'ordre du milliard), une ou plusieurs copies d'un segment d'ADN et de générer des milliers, voire des millions, de copies d'une séquence d'ADN particulière (Source : Wikipedia). C'est Kary Mullis qui a développé cette technique en 1983, laquelle a ensuite été brevetée par Cetus Corporation, la société de biotechnologie où il travaillait. En 1991, Cetus a vendu les droits sur les brevets PCR à Hoffman-La Roche pour la somme de 300 millions de dollars US (266 millions d'EUR). Kary Mullis a reçu le prix Nobel de chimie en 1993. La PCR est désormais une technique couramment utilisée dans les laboratoires de recherche pour des applications diverses.



Voici quelques exemples de propriété intellectuelle ayant une grande valeur.

Selon des instituts d'études de marché, la dénomination (y compris la marque) Coca-Cola vaut environ 79,2 milliards de dollars US (70,2 milliards d'EUR).

Plus de 100 millions d'unités du lecteur Apple iPod touch ont été vendus entre 2007, date de son lancement, et 2013. L'iPod est protégé par des marques, des dessins et modèles enregistrés ainsi que par des brevets pour l'interface utilisateur.

L'auteur d'Harry Potter, J.K. Rowling, a converti son imagination en l'équivalent de 22 tonnes d'or— un vrai tour de magie de la PI ! Ses droits d'auteur lui ont rapporté la somme de 910 millions (près d'un milliard) de dollars US (807 millions d'EUR). La valeur de la marque « Harry Potter » est estimée à 15 milliards de dollars US (13,2 milliards d'EUR).

En 1991, Kodak a dû verser 925 millions de dollars US (820 millions d'EUR) à Polaroid en raison de l'utilisation illégale de ses inventions brevetées portant sur des appareils photo à développement instantané.

En 1991, la société de biotechnologie Cetus Corporation a vendu les droits sur les brevets PCR (procédé permettant de copier l'ADN) à Hoffman-La Roche pour la somme de 300 millions de dollars US (266 millions d'EUR). Kary Mullis, qui a développé la technique PCR, a reçu le prix Nobel de chimie en 1993.

Diapositive 10

Brevets

Les deux diapositives suivantes fournissent des informations de base sur les brevets.

BREVETS

Diapositive 11

Qu'est-ce qu'un brevet ?

Les brevets sont parfois considérés comme un contrat entre le demandeur de brevet et la société. Le demandeur souhaite tirer un bénéfice (personnel) de son invention. La société pour sa part souhaite

- encourager l'innovation afin que de meilleurs produits puissent être fabriqués et de meilleures méthodes de production être utilisées dans l'intérêt de tous ;
- protéger les nouvelles entreprises innovantes, afin qu'elles puissent rivaliser avec de grands groupes établis et maintenir ainsi une économie compétitive ;
- connaître les détails relatifs aux nouvelles inventions, afin que d'autres ingénieurs et scientifiques puissent les améliorer ;
- promouvoir le transfert technologique (c'est-à-dire des universités vers l'industrie).

Les demandeurs et la société sont donc parties prenantes dans un contrat qui confère une protection aux inventeurs (et encourage ainsi davantage l'innovation) en contrepartie de la divulgation de l'invention. Ce contrat social est institutionnalisé sous la forme du droit des brevets.

Il en découle presque inévitablement deux exigences en matière de protection par brevets. Premièrement, si l'invention n'est pas nouvelle au niveau mondial, le demandeur n'a rien à divulguer, et la société n'a aucune raison de conclure avec lui le contrat susmentionné. Deuxièmement, si l'invention est nouvelle mais évidente pour l'homme du métier, le demandeur n'a rien à proposer que le public souhaite à tout prix savoir, et il n'y a donc là non plus aucune raison d'échanger des droits exclusifs contre la publication de l'invention.

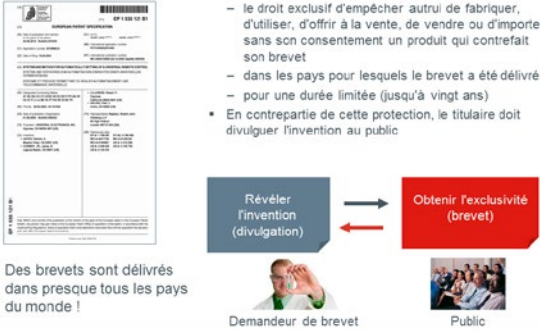
Le demandeur tire profit du système des brevets parce qu'il obtient le droit d'interdire aux tiers d'exploiter l'invention sur le plan commercial. Ce droit peut être transféré.

Le titulaire d'un brevet peut donc empêcher autrui, pour une durée limitée, de fabriquer, d'utiliser ou de vendre l'invention dans le pays pour lequel le brevet a été délivré. Il peut également décider d'octroyer des licences à d'autres personnes, ou d'autoriser chacun à faire usage gratuitement de l'invention.

Ainsi, de nombreuses technologies importantes comme les CD, les DVD, la technique des téléphones mobiles et la télévision numérique sont couvertes par de multiples brevets individuels pour lesquels les entreprises se sont concédé les unes aux autres des licences (pratique des « licences croisées »).

Si la commercialisation d'une invention implique l'utilisation de droits de propriété intellectuelle détenus par d'autres personnes, il faut obtenir leur autorisation !!

Qu'est-ce qu'un brevet ?



- Un titre juridique qui confère à son titulaire
 - le droit exclusif d'empêcher autrui de fabriquer, d'utiliser, d'offrir à la vente, de vendre ou d'importer sans son consentement un produit qui contrefait son brevet
 - dans les pays pour lesquels le brevet a été délivré
 - pour une durée limitée (jusqu'à vingt ans)
- En contrepartie de cette protection, le titulaire doit divulguer l'invention au public

Des brevets sont délivrés dans presque tous les pays du monde !

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 11

Un brevet est parfois considéré comme un contrat entre le demandeur de brevet et la société.

Les demandeurs et les titulaires de brevets souhaitent tirer un bénéfice (personnel) de leurs inventions.

Ils ont le droit, pour une durée limitée et dans le pays pour lequel le brevet a été délivré, d'empêcher autrui de fabriquer, d'utiliser, d'offrir à la vente, de vendre ou d'importer un produit qui contrefait leur brevet. Font exception toutes les utilisations à des fins non commerciales, par exemple à des fins privées ou de recherche universitaire.

La société souhaite :

- encourager l'innovation afin que de meilleurs produits puissent être fabriqués et de meilleures méthodes de production être utilisées dans l'intérêt de tous,

- protéger les nouvelles entreprises innovantes, afin qu'elles puissent rivaliser avec de grands groupes établis et maintenir ainsi une économie compétitive,
- connaître les détails relatifs aux nouvelles inventions, afin que d'autres ingénieurs et scientifiques puissent les améliorer, et
- promouvoir le transfert technologique (par exemple des universités vers l'industrie).

En contrepartie de cette protection, le demandeur doit divulguer son invention au public pour que d'autres personnes puissent la perfectionner. En règle générale, les offices de brevets publient les demandes de brevets 18 mois après le dépôt. À ce stade, tout le monde peut les consulter.

Ce contrat social est institutionnalisé sous la forme du droit des brevets.

Diapositive 12

Qu'est-ce qui peut être breveté exactement ? (diapositive animée)

Les conditions de brevetabilité varient d'un pays à l'autre.

Pour être brevetables, les inventions doivent être nouvelles, impliquer une activité inventive, et être susceptibles d'application industrielle. Elles ne doivent pas être contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Dans la plupart des pays, il n'est pas possible de délivrer des brevets pour des idées, des concepts, des découvertes ou des programmes d'ordinateur ni pour des méthodes commerciales ou des méthodes d'enseignement en tant que telles, des méthodes de diagnostic appliquées au corps humain ou animal ni encore pour des traitements médicaux, etc.

Cependant, si un programme d'ordinateur est utilisé pour obtenir un résultat technique, par exemple dans un dispositif de contrôle électronique, il peut être breveté. En vertu de la jurisprudence de l'OEB, pour donner lieu à la délivrance d'un brevet, un programme d'ordinateur revendiqué en tant que tel doit être capable de produire, lorsqu'il est mis en œuvre ou chargé sur un ordinateur, un « effet technique supplémentaire » allant au-delà des interactions physiques « normales » existant entre le programme d'ordinateur (logiciel) et l'ordinateur (matériel) sur lequel il fonctionne. Les effets physiques normaux inhérents à l'exécution d'un programme, par exemple les courants électriques, ne sauraient en eux-mêmes suffire à conférer un caractère technique à un programme d'ordinateur, et un effet technique supplémentaire est requis, par exemple une gestion plus efficace de la mémoire d'un ordinateur.

Vous trouverez de plus amples informations dans la brochure de l'Office européen des brevets intitulée : « Des brevets pour les logiciels ? » à l'adresse suivante : www.epo.org/news-issues/issues/software_fr.html.

La Convention sur le brevet européen (CBE) fournit une liste exhaustive des éléments exclus de la brevetabilité en Europe. L'article 52 couvre les éléments qui ne sont pas considérés comme des inventions et l'article 53 ceux qui ne sont pas brevetables bien qu'ils constituent des inventions.

Outre la liste des éléments ou activités « considérés en tant que tels » qui ne sont pas tenus pour des inventions aux fins de la délivrance de brevets européens, les inventions entrant dans l'une des catégories suivantes sont exclues de la brevetabilité :

- Inventions dont l'exploitation commerciale serait contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs (y compris, par exemple, les procédés de clonage des êtres humains ou l'utilisation d'embryons humains à des fins industrielles ou commerciales).
- Variétés végétales et races animales ainsi que procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux (bien que les procédés microbiologiques et les produits obtenus par ces procédés soient brevetables).
- Méthodes de traitement chirurgical ou thérapeutique du corps humain ou animal et méthodes de diagnostic appliquées au corps humain ou animal (bien que les produits, notamment les substances ou compositions, pour la mise en œuvre d'une de ces méthodes, par exemple des médicaments ou des instruments de chirurgie, ne soient pas exclus).


Vous trouverez de plus amples informations dans la brochure de l'Office européen des brevets intitulée : « Des brevets sur le vivant ? » à l'adresse suivante : www.epo.org/news-issues/issues/biotechnology_fr.html

Le texte de la Convention sur le brevet européen est disponible à l'adresse suivante : www.epo.org/law-practice/legal-texts/epc_fr.html.

Qu'est-ce qui peut être breveté exactement ?

Les brevets protègent les inventions qui résolvent des problèmes techniques :


- substances chimiques, produits pharmaceutiques
- procédés, méthodes, utilisations
- produits, dispositifs, systèmes



Pour être brevetable, une invention doit généralement être :

- ✓ nouvelle au niveau mondial (n'être accessible au public nulle part dans le monde)
- ✓ inventive (ne pas être une solution "évidente"), et
- ✓ susceptible d'application industrielle

Dans la plupart des pays, les brevets ne sont pas délivrés pour des méthodes commerciales ou des règles de jeux en tant que telles ni pour des méthodes de traitement thérapeutique ou chirurgical et des méthodes de diagnostic appliquées au corps humain ou animal.



Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 12

En vertu de la Convention sur le brevet européen (CBE), « les brevets européens sont délivrés pour toute invention dans tous les domaines technologiques, à condition qu'elle soit nouvelle, qu'elle implique une activité inventive et qu'elle soit susceptible d'application industrielle. »

« Nouvelle au niveau mondial » signifie que l'invention ne doit pas avoir été divulguée au public avant la date de dépôt de la demande.

L'« activité inventive » est assez difficile à apprécier. Pour déterminer si une invention implique ou non une telle activité, l'Office européen des brevets la compare avec ce qui aurait été évident pour un homme du métier fictif au moment du dépôt.

La CBE ne définit pas ce qu'est une invention, mais fournit une liste non exhaustive des objets et activités qui ne sont pas considérés comme des inventions. Les éléments cités en bas de la diapositive sont expressément exclus de la brevetabilité.

Diapositive 13

Bases de données

Les diapositives suivantes présentent les caractéristiques de base des bases de données.

BASES DE DONNÉES

Diapositive 14

Qu'est-ce qu'une base de données ?

Définition

Une base de données est un recueil d'œuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou d'une autre manière. Cette définition couvre à la fois les bases de données électroniques et non électroniques (une base de données électronique peut aussi être un recueil sur CD-ROM). Un recueil dans une base de données peut contenir non seulement des œuvres littéraires, artistiques, musicales ou autres œuvres protégées par le droit d'auteur, mais aussi d'autres matières telles que des textes, des sons, des images, des chiffres, des faits et des données. Le contenu de la base de données ne doit pas nécessairement être protégé (par le droit d'auteur).

Les œuvres, données ou autres éléments doivent être « indépendants », c'est-à-dire être séparables les uns des autres sans que la valeur de leur contenu informatif, littéraire, artistique, musical ou autre s'en trouve affectée. Sont, à ce titre, exclus de l'étendue de la protection, les enregistrements ou œuvres audiovisuelles, cinématographiques, littéraires ou musicales en tant que tels. De telles œuvres peuvent bien entendu être protégées par le droit d'auteur si elles sont originales. Un film se compose par exemple d'un ensemble d'images différentes, mais celles-ci sont interdépendantes. Ce n'est qu'à partir du moment où ces images sont assemblées qu'elles peuvent raconter une histoire.

Les éléments indépendants doivent être disposés de manière systématique ou méthodique et individuellement accessibles par un moyen ou un autre. Il n'est pas exigé que cette disposition soit physiquement visible. Le recueil doit figurer sur un support fixe, de quelque nature que ce soit, et comporter un moyen technique tel qu'un procédé électronique, électromagnétique ou électro-optique, ou un autre moyen, tel qu'un index, une table des matières, un plan ou un mode de classement particulier, qui permette la localisation de tout élément indépendant contenu en son sein.

Le calendrier d'un championnat de football peut, par exemple, constituer une base de données. La compilation des dates, des horaires et des noms d'équipes relatifs aux rencontres des différentes journées d'un championnat de football est un recueil d'éléments indépendants. Les données relatives à un match de football particulier dans le cadre d'un championnat ont une valeur autonome en ce qu'elles fournissent aux tiers les informations pertinentes. Aussi, la disposition sous forme de calendrier

satisfait-elle aux conditions de disposition systématique et d'accessibilité individuelle. Cela ne signifie pas pour autant que la base de données sera protégée par le droit d'auteur ou par le droit sui generis prévu par la directive de l'UE pertinente (cf. diapositive suivante). Les conditions respectives doivent être satisfaites pour chaque type de protection.

L'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) a continué de développer des outils tels que la base de données des œuvres orphelines et l'Enforcement Database (EDB). La première donne accès aux contenus créatifs protégés par des droits d'auteur. La seconde a été créée pour aider les autorités compétentes à lutter contre les infractions commises à l'égard de DPI, en mettant en relation les titulaires de droits avec les autorités douanières et la police afin de protéger leurs produits contre les contrefaçons.

L'EUIPO met également à la disposition du public les bases de données suivantes :

- **eSearch plus** : informations détaillées sur les marques, les dessins ou modèles, ainsi que sur les titulaires, les représentants et les bulletins ;
- **eSearch Case Law** : décisions de l'EUIPO, arrêts du Tribunal, de la Cour de justice et des juridictions nationales ;
- **EuroLocarno** : classification et termes utilisés pour les indications de produit dans chaque langue officielle de l'UE ;
- **Copies certifiées conformes** : vérification des copies certifiées conformes.
- **TMview** : marques de tous les offices de marques officiels qui participent à l'échelle nationale, à l'échelle internationale et à l'échelle de l'UE ;
- **DesignView** : point d'accès centralisé aux informations relatives aux dessins ou modèles enregistrés, détenues par tous les offices nationaux participants ;
- **TMclass** : le portail centralisé de classification permettant d'accéder à la base de données harmonisée, appliquée dans l'UE, et aux bases de données du monde entier.

Exclusion

Les programmes d'ordinateur utilisés dans la fabrication ou le fonctionnement des bases de données sont exclus de la protection. De tels programmes pourraient toutefois être protégés en tant qu'œuvres littéraires par le droit d'auteur s'ils satisfont aux conditions énoncées dans la directive de l'UE (cf. diapositive suivante).

Qu'est-ce qu'une base de données ?

- Une base de données est un recueil d'œuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou d'une autre manière.

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

14

Qu'est-ce qu'une base de données ? Une base de données est un recueil d'œuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou d'une autre manière.

« Indépendant » signifie que les éléments doivent pouvoir être séparés les uns des autres sans que la valeur de leur contenu informatif, littéraire, artistique, musical ou autre s'en trouve affectée.

« De manière systématique ou méthodique et individuellement accessibles » signifie que le recueil doit figurer sur un support fixe, de quelque nature que ce soit, et comporter un moyen technique tel qu'un procédé électronique, électromagnétique ou électro-optique, ou un autre moyen, tel qu'un index,

une table des matières, un plan ou un mode de classement particulier, qui permette la localisation de tout élément indépendant contenu en son sein.

Peuvent par exemple constituer une base de données le calendrier d'un championnat de football ou un annuaire téléphonique.

Diapositive 15

Quelle protection pour les bases de données ?

Au sein de l'UE, la protection des bases de données est régie par la directive 96/9/CE.

La collecte, le choix et la disposition d'éléments dans une base de données exige la mise en œuvre de ressources humaines, techniques et financières considérables, alors qu'il est ensuite possible de copier la base de données à un coût très inférieur. Il est donc nécessaire de protéger les investissements réalisés dans les systèmes modernes de stockage et de traitement de l'information. C'est pourquoi il a été décidé à l'échelle de l'UE d'offrir une double protection des bases de données : la protection de la structure par le droit d'auteur et la protection du contenu par un nouveau droit exclusif : le droit sui generis.

Ces deux types de droit sont soumis à des conditions distinctes. La protection par le droit d'auteur n'entraîne pas automatiquement une protection par le droit sui generis.

Droit d'auteur

La directive relative aux bases de données se concentre sur la structure de la base de données. Une base de données peut être protégée par le droit d'auteur si le choix ou la disposition de son contenu constitue une création intellectuelle propre à son auteur. Par conséquent, le critère pertinent est, dans ce cas, l'originalité.

L'auteur d'une base de données est la personne physique (ou le groupe de personnes physiques) qui l'a créée. Une personne morale ne peut être considérée comme auteur que si elle est ainsi désignée et uniquement lorsque la législation nationale applicable l'autorise.

La protection par le droit d'auteur se limite toutefois au choix ou à la disposition du contenu de la base de données dans sa spécificité et son originalité. Il subsiste un risque que le contenu de la base de données soit, intégralement ou partiellement, copié et restructuré par un tiers. Même si le contenu des deux bases de données est identique, il n'y a aucune atteinte au droit d'auteur si la disposition est différente. La directive prévoit donc un droit sui generis pour protéger les fabricants de bases de données ainsi que leurs investissements, financiers et autres, dans l'obtention, le choix, la vérification et la présentation du contenu de leurs bases de données.

Droit sui generis

Si le fabricant d'une base de données peut attester un investissement substantiel du point de vue qualitatif et/ou quantitatif dans l'obtention, la vérification ou la présentation du contenu de cette base de données, il obtient le droit d'empêcher les tiers d'extraire ou de réutiliser (la totalité ou une partie substantielle) dudit contenu.

Le fabricant d'une base de données n'est pas nécessairement la même personne que son auteur. L'auteur est la personne qui procède à la sélection ou à l'organisation de la base de données ou qui en assume la paternité par désignation, tandis que le fabricant est la personne (physique ou morale) qui prend l'initiative et assume le risque d'effectuer les investissements. Ces investissements peuvent consister dans la mise en œuvre de moyens financiers et/ou d'emploi du temps, d'efforts et d'énergie. Par exemple, une compilation de plusieurs enregistrements de représentations musicales sur un CD n'entre pas dans le champ d'application de la directive car elle n'implique pas un investissement assez substantiel.

À noter : les éléments incorporés dans une base de données demeurent indépendants. Le contenu proprement dit peut être protégé par d'autres droits (de la PI). Les autres dispositions juridiques restent applicables, notamment celles concernant le droit d'auteur et les droits voisins, les brevets, les marques, les dessins et modèles, le droit des ententes et de la concurrence déloyale, le secret des affaires, la confidentialité, la protection des données personnelles et le respect de la vie privée ou le droit des contrats. Les éléments contenus dans une base de données restent protégés par ces droits exclusifs et ne sauraient donc y être incorporés sans l'autorisation du titulaire des droits.

Quelle protection pour les bases de données ?

- Directive 96/9/CE concernant la protection juridique des bases de données
- Protection par le droit d'auteur
 - Structure
 - Originalité
 - Auteur
 - Protection limitée
- Protection par le droit sui generis
 - Contenu
 - Investissements
 - Fabricant
- Exclusion des programmes d'ordinateurs

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

15

Au sein de l'UE, les bases de données sont protégées en vertu de la directive 96/9/CE concernant la protection juridique des bases de données. Cette directive introduit deux formes de protection : la protection par le droit d'auteur et la protection par le droit sui generis.

Une base de données peut constituer une œuvre protégée par le droit d'auteur si la disposition ou le choix du contenu est une création intellectuelle propre à l'auteur. En d'autres termes, une base de données sera protégée par le droit d'auteur si le choix ou la disposition de son contenu est original. L'originalité est le seul critère pris en compte.

L'auteur est en premier ressort la personne physique qui a créé la base de données.

La protection par le droit d'auteur ne porte que sur la structure spécifique de la base de données. Les éléments contenus dans la base ne sont pas protégés. Il subsiste donc un risque que la totalité ou une partie du contenu de la base

de données soit copiée puis restructurée.

Outre la protection par le droit d'auteur, qui est assez limitée, la directive sur les bases de données a également introduit un droit sui generis afin de protéger les investissements spécifiques effectués par le fabricant de la base de données. Ce dernier doit attester un investissement substantiel du point de vue qualitatif et/ou quantitatif dans l'obtention, la vérification ou la présentation du contenu de la base de données. Il obtient alors le droit exclusif d'empêcher autrui d'extraire et/ou de réutiliser la totalité ou une partie substantielle du contenu de la base de données.

Les programmes d'ordinateur utilisés dans la fabrication ou le fonctionnement des bases de données sont exclus de cette protection.

Diapositive 16

Droits et restrictions

Droit d'auteur

L'auteur de la base de données ou le titulaire du droit d'auteur sur la base de données a le droit exclusif d'effectuer ou d'autoriser les actes suivants :

- la reproduction provisoire ou permanente, en tout ou en partie, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit,
- la traduction, l'adaptation, l'arrangement et toute autre transformation, ainsi que toute reproduction, distribution, communication, exposition ou représentation au public des résultats de ces actes,
- toute forme de distribution au public de la base de données ou de ses copies,
- toute communication, exposition ou représentation au public.

La durée de ces droits correspond à la durée de protection conférée par le droit d'auteur aux œuvres en général, telle que fixée par la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins. La disposition fondamentale prévoit que cette protection arrive à expiration 70 ans après le décès de l'auteur.

Cependant, un utilisateur légitime peut effectuer tous les actes soumis à restriction, sans l'autorisation de l'auteur de la base de données, aux fins d'accès au contenu de la base ou de son utilisation normale. Le terme « utilisateur légitime » n'est pas défini dans la directive, mais il englobe les utilisateurs à la disposition desquels le titulaire du droit d'auteur a décidé de mettre une copie de sa base de données.

Les États membres peuvent aussi limiter les droits exclusifs du titulaire dans les cas suivants :

- reproduction à des fins privées d'une base de données non électronique,
- utilisation uniquement à des fins d'illustration pour l'enseignement ou la recherche scientifique (sous réserve d'indiquer la source et à condition que le but poursuivi ne soit pas commercial),
- utilisation à des fins de sécurité publique,
- autres exceptions au droit d'auteur traditionnellement prévues par leur droit interne.

Droit sui generis

Le droit sui generis a une durée de vie plus limitée.

La durée de la protection est de 15 ans. Une prolongation est toutefois possible en cas de modification substantielle pouvant être considérée comme un nouvel investissement substantiel. La base de données résultant d'une telle modification substantielle aura alors sa durée de protection propre.

Pour la totalité ou une partie substantielle d'une base de données, son fabricant peut empêcher :

- l'extraction, à savoir le transfert permanent ou temporaire du contenu sur un autre support par quelque moyen ou sous quelque forme que ce soit ; et/ou
- la réutilisation, à savoir toute forme de mise à la disposition du public de la base de données par distribution de copies, par location, par transmission en ligne ou sous d'autres formes.

Ces droits sont limités en ce qui concerne les utilisateurs légitimes. L'extraction ou la réutilisation de parties non substantielles du contenu d'une base de données est autorisée à quelque fin que ce soit. Pour le droit sui generis également, les États membres peuvent décider d'accorder d'autres exceptions, par exemple l'extraction à des fins privées, à des fins d'illustration pour l'enseignement ou la recherche scientifique ou à des fins de sécurité publique.

Droits et restrictions

- Droit d'auteur
 - Actes soumis à restrictions
 - Exceptions
- Droit sui generis
 - Durée de 15 ans
 - Interdictions :
 - Extraction
 - Réutilisation

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle
16

Cette diapositive présente l'étendue de la protection conférée par la directive sur les bases de données. En ce qui concerne le droit d'auteur, l'auteur ou le titulaire du droit d'auteur sur la base de données a le droit exclusif de reproduire, de traduire, d'adapter, d'arranger et de transformer la base de données ainsi que de la distribuer, de la communiquer ou de l'exposer au public. Ces droits, tout comme la durée de la protection, sont alignés sur la protection conférée par le droit d'auteur en général.

Font exception, et sont donc exclus de la protection, les cas où un utilisateur légitime effectue l'un des actes susvisés pour accéder au contenu de la base ou pour l'utiliser normalement. Parmi les autres exceptions, citons :

- la reproduction à des fins privées d'une base de données non électronique,
- l'utilisation uniquement à des fins d'illustration pour l'enseignement ou la recherche scientifique,

- l'utilisation à des fins de sécurité publique,
- d'autres exceptions au droit d'auteur traditionnellement prévues par le droit national.

Pour le droit sui generis, la durée de protection est plus courte : elle est limitée à 15 ans. Elle peut toutefois être prolongée car lorsqu'une base de données est modifiée en profondeur à la suite d'un investissement considérable, elle bénéficie d'une nouvelle durée de protection propre.

Le fabricant d'une base de données peut interdire l'extraction – c'est-à-dire le transfert du contenu sur un autre support – et la réutilisation – à savoir toute forme de mise à la disposition du public de la base de données par tous moyens formes de transmission.

L'extraction et la réutilisation de parties non substantielles du contenu d'une base de données sont autorisées à quelque fin que ce soit. Pour le droit sui generis également, les États membres peuvent décider d'accorder d'autres exceptions, par exemple l'extraction à des fins privées, à des fins d'illustration pour l'enseignement ou la recherche scientifique ou à des fins de sécurité publique.

Diapositive 17

Marques

Les diapositives suivantes présentent les caractéristiques de base des marques.

MARQUES

Diapositive 18

Qu'est-ce qu'une marque ?

Une marque se compose de signes capables de distinguer les produits ou les services d'une société ou entreprise (entreprise est le terme utilisé dans la législation) de ceux d'une autre.

Les marques ont pour objet d'indiquer la source commerciale ou l'origine des produits et services auxquels elles se rapportent. Elles peuvent en outre remplir d'autres fonctions comme la publicité ou l'exploitation de la réputation des produits ou services.

Dans l'UE, conformément à l'article 3 de la Directive n°2015/2436 sur les marques, les signes mentionnés ci-dessus doivent pouvoir être représentés dans le registre des marques de l'Union européenne d'une manière qui permette aux autorités compétentes et au public de déterminer précisément et clairement l'objet bénéficiant de la protection conférée à leur titulaire. Il est essentiel d'exiger que le signe puisse être représenté de manière claire, précise, complète, facilement accessible, intelligible, durable et objective.

La suppression de l'exigence concernant la représentation graphique entrera en vigueur le 1er octobre 2017, une fois que la Commission européenne aura introduit un acte de droit dérivé pour compléter et développer certaines dispositions du règlement sur la marque de l'Union européenne (RMUE).

Un signe devra alors pouvoir être représenté sous quelque forme appropriée que ce soit, utilisant une technologie couramment disponible, sans qu'il s'agisse nécessairement d'un moyen graphique, dans la mesure où la représentation fournit des garanties satisfaisantes à cet égard.

Les conditions précitées ont été définies pour répondre aux objectifs du système de dépôt de marques, c'est-à-dire pour assurer la sécurité juridique et une bonne gestion des marques.

À cette fin, l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) informe les utilisateurs des autres supports et formats possibles, susceptibles de répondre au RMUE.

Il existe de nombreux types différents de marque :

- marques verbales
- marques figuratives
- marques de forme

- marques de couleur en soi (où la protection est recherchée pour une ou plusieurs couleurs, indépendamment de la forme ou de la configuration)
- marques sonores
- marques de mouvement
- autres : marques olfactives, marques gustatives, hologrammes, marques de position, fils colorés distinctifs

Demandez aux participants de proposer des exemples de marques dans chacune des catégories ci-dessus.

Faites observer que certains signes sont exclus de la protection.

Expliquez alors qu'il y a une distinction entre les motifs absolus et les motifs relatifs de refus.

Les motifs de refus ou d'invalidité concernant la marque en elle-même, y compris l'absence de tout caractère distinctif, ou concernant des conflits entre la marque et des droits antérieurs, sont énumérés sous la forme d'une liste exhaustive.

Les marques descriptives ou génériques sont également exclues. Sont descriptives les marques composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, à désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, la provenance géographique ou l'époque de la production du produit ou de la prestation du service, ou d'autres caractéristiques de ceux-ci. Sont génériques les marques consistant exclusivement en des signes ou des indications devenus coutumiers dans le langage parlé ou en application de pratiques commerciales de bonne foi reconnues.

Il existe d'autres motifs absolus de refus, par exemple lorsqu'un signe est contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Tant qu'il ne peut y avoir aucune confusion quant à l'origine des produits et services, les marques peuvent coexister pacifiquement sur le marché. Cependant, cette coexistence pacifique est impossible si deux marques sont tellement proches qu'elles ne peuvent être distinguées ou si le consommateur risque de confondre l'origine des produits et des services correspondants (en pensant qu'ils proviennent de la même société). C'est ce que l'on appelle le « risque de confusion ».

Il se peut qu'une coexistence pacifique ne soit pas



Qu'est-ce qu'une marque ?

- Peuvent constituer des marques tous les signes susceptibles d'une représentation graphique propres à distinguer les produits ou les services d'une entreprise (société ou organisation) de ceux d'autres entreprises
- Nombreux types : mot, figure, couleur, forme
- Certains signes sont exclus
 - Motifs absolus de refus
 - Caractère distinctif !
 - Motifs relatifs de refus
 - Lorsque la coexistence pacifique est impossible

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

18

Une marque se compose des signes propres à distinguer les produits ou les services d'une société ou entreprise (entreprise est le terme utilisé dans la législation) des produits ou services d'une autre entreprise.

Les marques servent à indiquer la source commerciale ou l'origine des produits et services auxquelles elles se rapportent. Les marques peuvent également remplir d'autres fonctions comme la publicité ou l'exploitation de la réputation des produits ou services.

Dans l'UE, conformément à l'article 3 de la Directive sur les marques, les signes mentionnés ci-dessus doivent pouvoir être représentés dans le registre des marques de l'Union européenne d'une manière qui permette aux autorités compétentes et au public de déterminer précisément et clairement l'objet bénéficiant de la protection conférée à leur titulaire. La suppression de l'exigence concernant la représentation graphique entrera

en vigueur le 1er octobre 2017, une fois que la Commission européenne aura introduit un acte de droit dérivé pour compléter et développer certaines dispositions du RMUE.

Les nombreux types différents de marque comprennent des marques verbales, des marques figuratives et des marques de couleur et de forme.

Selon la définition donnée, les marques ou les signes doivent avoir un caractère distinctif. L'absence d'un tel caractère constitue donc un motif absolu de refus de l'enregistrement. Les marques descriptives ou génériques ne sont pas propres à remplir la fonction d'indicateur d'origine.

Il existe d'autres motifs absolus de refus, par exemple lorsqu'un signe est contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Il existe des motifs relatifs de refus lorsque la coexistence pacifique de deux marques est rendue impossible en raison du risque de confusion de la part du consommateur.

Diapositive 19

Enregistrement

possible non plus pour les indications géographiques, les mentions traditionnelles pour les vins, les spécialités traditionnelles garanties et les droits d'obtention végétale, veillant à une totale cohérence avec la législation de l'Union et avec la législation nationale correspondantes sur la protection de ces titres de propriété intellectuelle. En outre, le RMUE et la Directive sur les marques élargissent l'interdiction d'enregistrement qui s'appliquait aux marques de « forme » à des signes présentant exclusivement d'autres caractéristiques (ex : couleur, odeur, son), résultant de la nature des produits qu'elles désignent, nécessaires pour obtenir un résultat technique ou ajouter une valeur substantielle.

Enfin, en ce qui concerne les procédures d'invalidité fondées sur des motifs absolus, le RMUE codifie la pratique existante et stipule que l'Office doit limiter son examen aux motifs et arguments fournis par les parties.

Pour bénéficier d'une protection, toute marque doit être enregistrée auprès d'un office des marques.

Dans l'UE, l'enregistrement est possible à trois niveaux. Il est essentiel d'être le premier à enregistrer la marque quel que soit le niveau retenu. Celui qui enregistre la marque en premier obtient le droit attaché à cette marque, même si ce droit est susceptible d'être contesté au titre d'une utilisation antérieure non enregistrée. Il est donc important d'être le premier non seulement à enregistrer la marque, mais aussi à l'utiliser afin de la défendre avec succès contre tout tiers souhaitant en revendiquer le droit.

Comme mentionné précédemment, il existe trois procédures différentes pour obtenir l'enregistrement :

Procédure nationale : si la protection de la marque n'est recherchée que dans quelques pays européens, il est possible d'opter pour la voie nationale. Les demandes nationales peuvent être déposées auprès des offices nationaux des marques de chacun des pays où la protection est souhaitée.

Procédure internationale : la demande et l'enregistrement peuvent être effectués au niveau international auprès de l'OMPI. C'est la meilleure option possible si le demandeur recherche une protection mondiale. À noter : l'enregistrement international ne donne pas lieu à une marque supranationale, mais à un faisceau de marques nationales distinctes ainsi qu'à une marque de l'Union européenne (MUE), si la demande en est faite.

Procédure au niveau de l'Union européenne : les demandeurs peuvent également déposer auprès de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) une demande de marque de l'Union européenne (MUE) (valable sur tout le territoire de l'UE). L'EUIPO dispose d'un système d'enregistrement des marques rapide, de haute qualité et simplifié, lequel est également cohérent, convivial, accessible au public et technologiquement à jour. Les demandeurs devraient envisager cette option s'ils souhaitent obtenir une protection dans un grand nombre de pays de l'UE.

La MUE a un caractère unitaire. Un signe ne peut donc pas être enregistré en tant que MUE s'il n'a pas de caractère distinctif ou s'il existe tout autre motif absolu de refus dans ne serait-ce qu'un des États membres. Une demande de MUE peut également être contestée en cas de conflit avec un droit national antérieur.



Cette diapositive présente les trois voies d'enregistrement possibles pour obtenir la protection d'une marque.

Pour obtenir la protection d'une marque, il faut l'enregistrer. Il est essentiel d'être le premier à le faire.

L'enregistrement peut être effectué au niveau national.

Il est également possible de déposer une demande internationale auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Enfin, en Europe, les demandeurs ont la possibilité de déposer une demande auprès de l'EUIPO afin d'obtenir une marque de l'Union européenne qui confère une protection sur tout le territoire de l'UE.

Diapositive 20

Étendue de la protection

Une marque enregistrée confère à son titulaire le droit exclusif d'interdire à tout tiers, en l'absence de son consentement, de faire usage de la marque dans la vie des affaires.

Ce droit exclusif ne s'applique toutefois qu'aux produits et services pour lesquels la marque a été enregistrée ou à des produits et services semblables. À cet égard, le RMUE suit la ligne établie par la Cour de justice de l'Union européenne dans son arrêt relatif à l'affaire "IP Translator", où elle demande que les produits et services soient identifiés avec suffisamment de clarté et de précision pour permettre aux autorités compétentes et aux opérateurs économiques de déterminer clairement et précisément l'objet à protéger par la marque. En effet, les termes utilisés, notamment les indications générales des titres de la classification de Nice, seront toujours interprétés selon leur sens littéral.

Selon le principe de spécialité, le même signe peut être enregistré par une autre société pour d'autres produits et services à condition qu'il n'y ait aucun risque de confusion. Dans certains cas, des marques identiques peuvent ainsi coexister sur le marché.

Les marques confèrent un droit exclusif territorialement limité. Elles n'offrent une protection que dans les limites du territoire sur lequel elles sont enregistrées. Pour les marques nationales, cela signifie que la protection ne peut être invoquée qu'au sein du territoire où l'enregistrement a été obtenu. Une MUE confère une protection de plus large portée, à savoir sur tout le territoire de l'UE.

Durée de la protection :

Une marque est protégée pour une période initiale de dix années à compter de la date de dépôt de la demande. Cette protection peut être renouvelée pour de nouvelles périodes de dix ans. Il n'y a aucune limite au nombre de renouvellements.

Fin de la protection :

La protection de la marque prend fin si :

- la protection n'est pas renouvelée,
- le titulaire de la marque n'en fait pas usage (notez que cela ne vaut pas pour les cinq premières années après l'enregistrement),
- la marque est déclarée nulle au motif que la coexistence pacifique sur le marché est impossible ou qu'un motif absolu de refus est identifié après l'enregistrement.

Limites de la protection :

Il existe certaines limites à l'exclusivité du droit. L'usage d'une marque peut être autorisé dans certains cas spécifiques, par exemple à des fins purement privées.

Étendue de la protection

- **Droit exclusif**, mais :
 - principe de **spécialité**
 - principe de **territorialité**
- Potentiellement perpétuel (renouvelable tous les 10 ans)
- Risque de perte de la protection dans les cas suivants :
 - aucune utilisation après 5 ans
 - déclaration de nullité
- Usages autorisés

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

20

Le titulaire d'une marque a le droit exclusif d'interdire à tout tiers de faire usage de la marque dans la vie des affaires.

Les marques ne sont enregistrées que pour des produits et services définis. Le droit exclusif qu'elles confèrent est lié à ces produits et services particuliers. C'est le principe de spécialité.

Une seconde limite découle du principe de territorialité. La protection conférée est limitée au territoire sur lequel la marque a été enregistrée.

À la différence d'autres droits de la PI, les marques peuvent être renouvelées indéfiniment. Chaque renouvellement donne lieu à dix années de protection supplémentaires.

La protection d'une marque peut prendre fin de diverses manières. Ainsi, au cours des cinq premières années après l'enregistrement, l'utilisation de la marque n'est pas obligatoire. Cependant, après cette période initiale, le défaut d'usage sérieux de la marque peut entraîner sa révocation. En outre, une marque peut encore être déclarée nulle si, après l'enregistrement, un motif absolu de refus est identifié ou si la coexistence pacifique sur le marché n'est plus possible.

L'étendue de la protection conférée est large, mais certains usages par des tiers sont autorisés, par exemple l'utilisation à des fins purement privées.

Diapositive 21

Dessins et modèles

Les diapositives suivantes proposent une introduction générale aux dessins et modèles.

DESSINS ET MODÈLES

Diapositive 22

Qu'est-ce qu'un dessin ou un modèle ?

Un dessin ou un modèle est l'apparence extérieure ou visible d'un produit ou d'une partie de produit que lui confèrent ses caractéristiques spécifiques.

D'un point de vue juridique, un dessin ou modèle industriel constitue l'aspect ornemental ou esthétique d'un article. Il peut se composer de caractéristiques à trois dimensions comme la forme de l'article ou à deux dimensions comme le profil, les lignes ou la couleur. Voici des exemples de caractéristiques :

- Lignes
- Couleurs
- Formes
- Textures
- Contours
- Matériaux
- Ornementation

Un « produit » est un article industriel ou artisanal. La protection d'un dessin ou d'un modèle peut être obtenue pour presque tous les articles industriels ou artisanaux, y compris les articles suivants :

- l'emballage de produits
- le dessin ou le modèle de produits individuels normaux
- le dessin ou le modèle de produits composés
- les assortiments d'articles
- des parties de produits
- les symboles graphiques (et logos)
- les polices de caractères
- des icônes informatiques
- des dessins et des objets d'art
- une ornementation applicable à plusieurs objets différents
- une création de site Internet
- des cartes
- des présentoirs

Un dessin ou un modèle ne peut bénéficier d'une protection que s'il satisfait à deux conditions de fond essentielles. Il doit être nouveau et posséder un caractère individuel.

Nouveauté

Il ne peut être satisfait à cette condition que si aucun dessin ou modèle identique n'a été divulgué au public à une date antérieure. D'une part, aucun autre créateur ou entreprise ne peut avoir divulgué antérieurement de dessin ou de modèle identique. D'autre part, le créateur ne peut pas non plus avoir divulgué son propre dessin ou modèle au public avant la date de dépôt de la demande. Dès lors qu'un dessin ou un modèle a été rendu accessible au public, il n'est plus nouveau.

Caractère individuel

Outre l'exigence de nouveauté, un dessin ou un modèle doit aussi présenter un caractère individuel. Cela signifie qu'il doit produire une impression globale différente de celle que produit tout autre dessin ou modèle divulgué antérieurement. L'impression globale qu'un dessin produit sur « l'utilisateur averti » doit différer de l'impression globale produite sur un tel utilisateur par tout autre dessin ou modèle antérieur rendu accessible au public.

Certains types de dessins et modèles sont exclus par la loi. Donnez un exemple de dessin ou de modèle contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Qu'est-ce qu'un dessin ou un modèle ?

- Un dessin ou un modèle est l'**apparence** extérieure d'un **produit** ou d'une partie de produit que lui confèrent ses caractéristiques spécifiques.
- Un produit est un article industriel ou artisanal.
- Conditions de protection
 - Nouveauté
 - Caractère individuel
- Quelques exclusions

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

22

On entend par dessin ou modèle l'apparence extérieure d'un produit ou d'une partie de produit. On entend par produit tout article industriel ou artisanal.

Les caractéristiques d'un dessin ou d'un modèle sont par exemple des lignes, des couleurs et des formes. Les emballages et les logos sont des exemples de produits dans lesquels un dessin ou un modèle est incorporé ou auxquels un dessin ou un modèle est appliqué.

La protection est subordonnée à deux conditions.

La première condition est celle de la nouveauté. Le dessin ou le modèle doit être nouveau. En d'autres termes, aucun dessin ou modèle identique ne peut avoir été rendu accessible au public.

La seconde condition est celle du caractère individuel. Cette condition n'est pas remplie si un autre dessin ou modèle produisant la même impression globale sur l'utilisateur averti a déjà été divulgué.

Certains dessins ou modèles sont exclus de la protection au motif qu'ils sont contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Diapositive 23

Dessins et modèles enregistrés et non enregistrés

La protection en qualité de dessin ou de modèle revêt deux formes : le dessin ou le modèle peut être enregistré ou non enregistré.

a. Dessins et modèles enregistrés :

La protection d'un dessin ou d'un modèle peut être obtenue au moyen d'un enregistrement auprès d'un office de la PI. Les droits qui en résultent sont appelés « dessins et modèles enregistrés ».

Cet enregistrement peut être effectué à trois niveaux :

- enregistrement au niveau national auprès de l'office de PI national compétent, les conditions et les exigences pouvant varier d'un pays à l'autre ;
- enregistrement international auprès de l'OMPI : le système de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels est une solution pratique pour enregistrer jusqu'à 100 dessins ou modèles sur plus de 65 territoires moyennant le dépôt d'une seule demande internationale ;
- enregistrement auprès de l'UE via l'EUIPO : l'Office dispose d'un système d'enregistrement des dessins et modèles rapide, de haute qualité et simplifié, lequel est également cohérent, convivial, accessible au public et technologiquement à jour. En ce moment, le nombre de demandes de nullité de dessins ou modèles communautaires enregistrés est relativement faible et souvent volatil.

b. Dessins et modèles non enregistrés :

La protection en qualité de dessin ou de modèle non enregistré est obtenue par la divulgation au public et par l'utilisation. Aucun enregistrement n'est nécessaire. Les modèles et les dessins non enregistrés peuvent être utiles pour protéger des produits dont la durée de vie est particulièrement courte, la durée de la procédure d'enregistrement étant susceptible de dépasser la durée pendant laquelle le dessin ou le modèle présente un intérêt.

À l'échelle de l'UE, le dessin ou le modèle communautaire non enregistré coexiste avec le dessin ou le modèle communautaire enregistré. Le premier offre une protection plus limitée comme il est exposé sur la diapositive suivante.

Dessins et modèles enregistrés et non enregistrés

- Voie nationale
- Voie internationale
- Voie UE
 - dessin ou modèle communautaire enregistré
 - dessin ou modèle communautaire non enregistré

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle23

La protection en qualité de dessin ou de modèle revêt deux formes : le dessin ou le modèle peut être enregistré ou non enregistré.

L'enregistrement d'un dessin ou d'un modèle peut être effectué au niveau national, au niveau international ou au niveau de l'UE. L'OMPI est chargée de l'enregistrement international et l'EUIPO de l'enregistrement pour l'ensemble de l'UE. Les demandeurs peuvent ainsi obtenir auprès de l'EUIPO un dessin ou un modèle communautaire enregistré.

Il est également possible d'obtenir une protection sur tout le territoire de l'UE sans enregistrement grâce au dessin ou au modèle communautaire non enregistré. Ces dessins et modèles peuvent être utiles pour protéger des produits dont la durée de vie est particulièrement courte, la durée de la procédure d'enregistrement pouvant dépasser la durée pendant laquelle le dessin ou le modèle est susceptible de présenter un intérêt.

Diapositive 24

Étendue de la protection

Entre dans le champ de la protection tout dessin ou modèle qui ne produit pas une impression globale différente sur l'utilisateur averti. Le titulaire possède un droit exclusif qu'il peut faire valoir à l'encontre de tout dessin ou modèle ayant la même apparence extérieure.

Les dessins ou modèles communautaires produisent leurs effets sur l'ensemble du territoire de l'UE, c'est-à-dire dans tous les États membres de l'UE, tandis que les dessins ou modèles nationaux offrent une protection dans les pays où ils ont été enregistrés.

a. Protection conférée par les dessins ou modèles enregistrés :

Un dessin ou un modèle enregistré offre une protection complète. Il confère à son titulaire le droit exclusif d'utiliser le dessin ou le modèle et d'interdire à tout tiers, en particulier, la fabrication, l'offre, la mise sur le marché, l'importation, l'exportation ou l'utilisation d'un produit dans lequel le dessin ou le modèle est incorporé ou auquel le dessin ou le modèle est appliqué.

b. Protection conférée par les dessins ou modèles non enregistrés :

Un dessin ou un modèle non enregistré, en revanche, n'offre de protection que contre la copie. Aucune protection n'est conférée face à un travail de création indépendant identique ou semblable au dessin ou au modèle non enregistré.

Durée de la protection :

Une fois enregistrés, les dessins ou modèles sont protégés pour une période initiale de cinq ans. La durée de la protection commence à courir à la date de dépôt de la demande et non à la date d'enregistrement. Elle peut être prorogée d'une ou de plusieurs périodes de cinq ans jusqu'à un maximum de 25 ans à compter de la date de dépôt. Un dessin ou modèle peut donc être renouvelé à quatre reprises au maximum. Un dessin ou modèle non enregistré n'offre de protection que pendant une période maximale de trois ans.

Limites de la protection :

La protection conférée par les dessins et les modèles est toutefois soumise à quelques restrictions. En effet, certains actes ou usages du dessin ou du modèle par un tiers sont autorisés, sans consentement préalable, y compris, par exemple les actes accomplis à titre privé à des fins non commerciales.

Étendue de la protection

- Droit exclusif
- Principe de **territorialité**
- Durée
 - dessins ou modèles enregistrés : 25 ans au maximum
 - dessins ou modèles non enregistrés : 3 ans
- Utilisations autorisées

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle24

Les dessins et modèles confèrent des droits exclusifs. L'étendue de leur protection est vaste et comprend les dessins et modèles produisant la même impression générale sur un utilisateur averti. L'utilisation de ces dessins ou modèles peut être empêchée.

La protection conférée par les dessins et modèles se limite au territoire dans lequel ils sont enregistrés.

L'étendue de la protection conférée par les dessins ou modèles enregistrés est différente de celle conférée par les dessins ou modèles non enregistrés.

Les droits non enregistrés protègent les dessins ou modèles uniquement contre la copie et pour une période limitée à trois ans. Les droits enregistrés sont plus solides. Il n'est pas nécessaire de prouver qu'il y a eu copie par le contrefacteur. Les droits enregistrés confèrent une protection pour une période initiale de cinq ans, renouvelable jusqu'à quatre fois.

Dans certains cas, le titulaire du droit ne peut invoquer une protection, notamment lorsque la loi stipule que l'utilisation est autorisée, par exemple pour un usage privé uniquement.

Diapositive 25

Indications géographiques

Les diapositives suivantes proposent une introduction générale aux indications géographiques.

INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

Diapositive 26

Qu'est-ce qu'une indication géographique ?

Les « indications géographiques » sont définies à l'article 22(1) de l'Accord sur les ADPIC comme des indications qui servent à identifier un produit comme étant originaire du territoire d'un État membre, ou d'une région ou localité de ce territoire, dans les cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique.

Aux termes de cet Accord, les États membres sont tenus de prévoir les moyens juridiques qui permettent aux parties intéressées d'empêcher l'utilisation, dans la désignation ou la présentation d'un produit, de tout moyen qui indique ou suggère que le produit en question est originaire d'une région géographique autre que le véritable lieu d'origine d'une manière qui induit le public en erreur quant à l'origine géographique du produit. En outre, les Membres doivent fournir aux parties intéressées les moyens juridiques d'empêcher toute utilisation constituant un acte de concurrence déloyale aux termes de la Convention de Paris, à savoir :

- tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale ;
- tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent ;
- les indications ou allégations dont l'usage, dans l'exercice du commerce, est susceptible d'induire le public en erreur sur la nature, le mode de fabrication, les caractéristiques, l'aptitude à l'emploi ou la quantité des marchandises.

Au sein de l'UE, deux autres termes sont employés : l'indication géographique protégée (IGP) et l'appellation d'origine protégée (AOP). Les règlements suivants de l'UE protègent les IGP et AOP des vins, des vins aromatisés, des boissons spiritueuses, des produits agricoles et des denrées alimentaires tandis que la législation nationale protège les IGP des produits non agricoles :

- règlement n° 1151/2012 relatif à la protection des indications géographiques des produits agricoles et des denrées alimentaires,
- règlement (UE) n° 1308/2013 relatif à la protection des indications géographiques des vins ;
- règlement (UE) n° 251/2014 sur la protection des indications géographiques des vins aromatisés ;
- règlement (CE) n° 110/2008 sur la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses.

En outre, le règlement (UE) n° 2015/2424 du Parlement et du Conseil du 16 décembre 2015 précise le degré de protection vis-à-vis des marques de désignation d'origine, des indications géographiques, des mentions traditionnelles pour les vins et des spécialités traditionnelles garanties, veillant à une totale cohérence avec la législation de l'Union et avec la législation nationale correspondantes sur la protection des titres de propriété intellectuelle mentionnés ci-dessus.

Ces règlements de l'UE ont pour objet de favoriser la diversification de la production agricole, de protéger les dénominations de produits contre les usurpations et imitations, et d'aider les consommateurs en les informant sur les caractéristiques spécifiques des produits.

La législation de l'UE prévoit des symboles pouvant être apposés sur les étiquettes ou les emballages des produits dont la dénomination a été enregistrée en tant qu'AOP ou IGP. Les deux logos correspondants sont montrés sur la diapositive. La diapositive suivante explique la différence entre AOP et IGP.



De plus amples informations figurent à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/agriculture/quality_fr.

Le lien établi avec le titre de la législation nationale ou de la législation de l'UE indiquée conduit souvent à une intégration verticale dans les différents secteurs concernés par la fabrication de produits faisant l'objet d'une IG, en commençant par l'agriculteur et en poursuivant par le fabricant et même le grossiste ou le détaillant. Cependant, contrairement à d'autres titres de PI généralement demandés et détenus par des entités privées, les IG sont généralement demandées et gérées par les associations de producteurs de la zone géographique concernée. Les IG peuvent donc être utilisées par tous les producteurs situés dans la zone et respectant les méthodes de production définies.

Quant à la contribution des IG aux résultats économiques et à l'emploi dans l'Union européenne, voir : http://ec.europa.eu/internal_market/intellectual-property/docs/joint-report-epo-ohim-final-version_en.pdf

Qu'est-ce qu'une indication géographique ?

- Les indications géographiques identifient un produit comme étant originaire du territoire d'un pays, ou d'une région ou localité de ce territoire, dans les cas où une qualité, la réputation ou une autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique.
- Protection au titre de la législation de l'UE :

| Indication géographique protégée (IGP) | Appellation d'origine protégée (AOP) |
|---|---|
|  |  |

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 26

Au niveau international, le terme « indication géographique » est défini par l'accord sur les ADPIC. Cette définition figure sur la diapositive. En vertu de cet accord, les États membres sont tenus de prendre des mesures et de prévoir une protection juridique contre toute utilisation d'indications géographiques susceptible d'induire le public en erreur quant à l'origine géographique du produit concerné.

À l'échelle de l'UE, une distinction est opérée entre les indications géographiques protégées (IGP) et les appellations d'origine protégée (AOP). Divers règlements de l'UE permettent l'enregistrement de termes géographiques en qualité d'IGP et/ou d'AOP pour des vins, des vins aromatisés, des boissons spiritueuses, des produits agricoles et des denrées alimentaires.

Les symboles IGP et AOP sont présentées sur la diapositive.

Diapositive 27

Différence entre IGP et AOP

Les AOP se distinguent principalement des IGP en ce qu'il existe, s'agissant des AOP, un lien très étroit entre le lieu géographique et les caractéristiques du produit. En d'autres termes, les AOP sont soumises à des conditions plus strictes.

Cette distinction ressort clairement de l'article 5 du Règlement n° 1151/2012 du Conseil et de l'article 93 du Règlement n° 1308/2013 du Conseil.

La législation européenne prévoit en outre des spécialités traditionnelles garanties (STG), lesquelles sont régies par le règlement (UE) n° 1151/2012 du Conseil. Il s'agit de produits agricoles ou de denrées alimentaires soit produits à partir de matières premières traditionnelles, soit se caractérisant par une composition traditionnelle ou par un mode de production et/ou de transformation correspondant à un type de production et/ou de transformation traditionnel.

AOP

Produit qui est produit, traité et préparé dans une zone géographique définie moyennant un savoir-faire reconnu. Les produits doivent leurs caractéristiques exclusivement ou essentiellement au lieu de leur production et aux compétences des producteurs locaux.

Si les qualités ou les caractéristiques du produit agricole ou de la denrée alimentaire, du vin ou du produit non agricole sont « dues essentiellement ou exclusivement à un milieu géographique particulier et aux facteurs naturels et humains qui lui sont inhérents », le nom du lieu peut être considéré comme une AOP. En outre, toutes

les étapes du processus de production (la production, la transformation et l'élaboration du produit) doivent avoir lieu dans la zone géographique délimitée. Bien entendu, le produit doit être originaire de la région, du lieu déterminé ou du pays auquel sa dénomination renvoie.

IGP

Produit dont la réputation ou les caractéristiques sont étroitement liés à la production réalisée dans la zone géographique. Pour les produits agricoles, produits non agricoles, boissons spiritueuses et denrées alimentaires, au moins une phase de la production, du traitement ou de la préparation a lieu dans cette zone. Pour les vins, au moins 85% du raisin provient de cette zone.

Le nom d'une région, d'un lieu déterminé ou d'un pays servant à désigner un produit agricole, une denrée alimentaire, une boisson spiritueuse, un vin aromatisé ou un vin originaire de cette zone géographique sera considéré comme étant une indication géographique si le produit possède une qualité, une réputation ou d'autres caractéristiques particulières attribuables à cette origine géographique. Il suffit que la production et/ou la transformation et/ou l'élaboration du produit aient lieu dans la zone géographique délimitée. Les exigences de lien entre le nom du lieu et le produit sont moins strictes, mais au moins l'une des étapes du processus de production (production, transformation ou élaboration) doit avoir lieu dans la zone définie.

Pour découvrir quels produits bénéficient d'une protection en qualité d'IGP et d'AOP, consulter la base de données DOOR. Un lien vers cette base de donnée figure à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/agriculture/quality_fr sous la rubrique "Related info".

Base de données E-bacchus :

https://ec.europa.eu/agriculture/wine/e-bacchus_fr

Base de données E-spirits :

<http://ec.europa.eu/agriculture/spirits/>

Différence entre IGP et AOP

- Les AOP sont soumises à des conditions plus strictes :
 - le lien entre le nom du lieu et le produit est essentiellement ou exclusivement dû au milieu géographique particulier
 - toutes les étapes (de l'élaboration à la production en passant par la transformation) ont lieu dans la zone géographique délimitée

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

27

Les conditions à satisfaire sont beaucoup plus strictes pour les AOP que pour les IGP.

Premièrement, le lien exigé entre le nom du lieu et le produit est différent. Dans le cas des AOP, la qualité ou les caractéristiques du produit doivent être « dues essentiellement ou exclusivement à un milieu géographique particulier et aux facteurs naturels et humains qui lui sont inhérents ». En revanche, un terme géographique peut être considéré comme une IGP dès lors que la qualité ou la réputation d'un produit est attribuable à l'origine géographique de ce produit.

Deuxièmement, la protection en tant qu'appellation d'origine n'est possible que si toutes les étapes du processus de production (de la production des matières premières jusqu'à la fabrication du produit final) ont lieu dans la zone géographique délimitée. Pour les IGP, il suffit que l'une de ces étapes ait lieu dans la zone concernée.

Diapositive 28

Modèles d'utilité

Les diapositives suivantes présentent les caractéristiques de base des modèles d'utilité.

MODÈLES D'UTILITÉ

Diapositive 29


Qu'est-ce qu'un modèle d'utilité ?

L'OMPI décrit le système du modèle d'utilité (MU) de la manière suivante :

« À l'instar d'un brevet, un modèle d'utilité est une série de droits accordés pour une invention pendant une période limitée, au cours de laquelle le titulaire peut exploiter commercialement son invention à titre exclusif. Les conditions de délivrance des modèles d'utilité diffèrent de celles qui s'appliquent aux brevets « classiques ». Par exemple, les modèles d'utilité sont délivrés pour une plus courte durée (3 à 10 ans) et, dans la plupart des offices, les demandes d'enregistrement de modèle d'utilité sont acceptées sans examen quant au fond. La procédure d'octroi des droits attachés à un modèle d'utilité est régie, comme pour les brevets, par la réglementation des offices nationaux de la propriété intellectuelle, et ces droits sont limités au pays de l'administration qui délivre les modèles d'utilité. »

Il est important de se rappeler qu'un modèle d'utilité est un titre limité géographiquement, qui ne confère une protection que dans le pays de l'administration l'ayant délivré. Par exemple, un modèle d'utilité allemand n'est valable qu'en Allemagne et n'offre pas de protection en France ni dans un autre pays.

Qu'est-ce qu'un modèle d'utilité ?



- Un modèle d'utilité confère à son titulaire le droit exclusif d'empêcher des tiers :
 - d'exploiter une invention (par exemple de la fabriquer, de l'utiliser, de la proposer à la vente)
 - sans son autorisation dans le pays où le modèle a été enregistré pendant une brève période (de 3 à 10 ans).
- Le titulaire doit divulguer l'invention au public.

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 29

À l'instar des brevets, les modèles d'utilité sont des titres de propriété intellectuelle qui protègent des inventions techniques. À la différence des brevets, les modèles d'utilité ne sont disponibles que dans certains pays (par exemple en Autriche, en Chine, en Allemagne et au Japon), et pas dans d'autres (par exemple au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis).

De manière générale, les demandes de modèles d'utilité doivent être déposées dans le pays où le demandeur souhaite faire protéger son invention.

Il n'y a pas de modèle d'utilité européen ou international ni d'option de dépôt à un niveau centralisé (sauf en Afrique). Dans certains pays toutefois, des demandes de modèle d'utilité peuvent être déposées sur la base d'une demande internationale au titre du PCT.

Contrairement aux brevets, qui offrent une protection pendant 20 ans, les modèles d'utilité confèrent, suivant le droit du pays concerné, une protection pendant une période de dix ans au maximum.

Dans la plupart des pays, les modèles d'utilité ne sont pas examinés et sont enregistrés dans un délai de quelques mois à compter du dépôt de la demande. Ils peuvent soit compléter un brevet, soit être une alternative à celui-ci.

Diapositive 30

Comparaison entre l'étendue de la protection conférée par un modèle d'utilité et celle offerte par un brevet

Les modèles d'utilité confèrent une protection aux inventions qui sont nouvelles, impliquent une activité inventive et sont susceptibles d'application industrielle. Ils présentent en cela une grande similitude avec les brevets. En revanche, à la différence des brevets, les conditions de fond (nouveau, activité inventive, applicabilité industrielle) ne sont pas examinées dans la plupart des pays quand un modèle d'utilité est enregistré et publié. À l'instar des dessins ou modèles enregistrés et des marques déposées, les modèles d'utilité constituent donc des titres de PI enregistrés qui sont en partie non examinés.

Le droit des modèles d'utilité peut différer d'un pays à l'autre. Cela vaut également pour les législations nationales relatives aux brevets. Rigoureusement parlant, presque chaque point figurant sur cette diapositive devrait commencer par la mention « dans la majorité des pays », étant donné qu'il existe de nombreuses exceptions. Ainsi, le droit français des brevets ne prévoit pas la même procédure d'examen que le droit allemand des brevets en ce qui concerne l'activité inventive. Cependant, au lieu d'énumérer les exceptions, nous avons indiqué les principales différences qui existent dans la plupart des pays entre le droit des modèles d'utilité et le droit des brevets.

- Les modèles d'utilité sont des titres de PI enregistrés. Toute partie intéressée peut consulter le registre et y trouver les modèles d'utilité qui y sont inscrits (ce qui n'est pas possible avec les titres non enregistrés).
- Les modèles d'utilité sont des titres limités géographiquement. Ils sont valables dans un seul pays, à savoir le pays de l'administration qui les a délivrés. Ainsi, un modèle d'utilité allemand n'est valable qu'en Allemagne et ne confère pas de protection en France ni dans un autre pays.
- Les demandes de modèle d'utilité doivent être déposées individuellement auprès des différents offices nationaux. Il n'y a pas d'équivalent à la voie PCT ou à la procédure au titre du brevet européen ou du brevet à effet unitaire pour les modèles d'utilité. De nombreux pays acceptent le dépôt d'une demande de modèle d'utilité fondée sur une demande PCT, et d'une demande PCT revendiquant la priorité d'un modèle d'utilité.
- Les modèles d'utilité protègent les inventions techniques, mais ne couvrent normalement pas les méthodes ou procédés. Dans certains pays comme l'Allemagne, la protection des inventions biotechnologiques n'est pas autorisée.
- La nouveauté peut aussi être définie différemment selon le type de protection considéré. Par exemple, l'Allemagne admet encore le dépôt de modèles d'utilité après la commercialisation d'un produit dans les six mois qui précèdent.
- La protection par modèles d'utilité ne peut excéder une durée comprise entre trois et dix ans. Cette limitation, conjuguée à la rapidité de la procédure d'enregistrement, fait des modèles d'utilité une solution avantageuse pour les inventions dont le cycle de vie est relativement court.
- Les modèles d'utilité ne font normalement pas l'objet d'un rapport de recherche (sauf, notamment, en Autriche). Dans certains pays (par exemple en Allemagne), des rapports de recherche sont établis sur demande.
- Les modèles d'utilité constituent des titres de PI non examinés, ce qui signifie que l'administration n'examine pas s'ils sont nouveaux, s'ils impliquent une activité inventive et s'ils sont susceptibles d'application industrielle, excepté dans certains pays comme le Brésil, où un examen comparable à celui effectué pour les demandes de brevet est réalisé.
- Dans la plupart des pays, la validité d'un modèle d'utilité au regard des critères de nouveauté et d'activité inventive n'est vérifiée que si le modèle d'utilité est contesté, autrement dit s'il donne lieu à une procédure de révocation ou de contrefaçon. Les brevets quant à eux sont délivrés à l'issue de la procédure d'examen. Un brevet publié (et délivré) offre donc une sécurité juridique plus grande qu'un modèle d'utilité enregistré et publié.
- Les taxes de procédure perçues pour les modèles d'utilité peuvent être moins élevées que celles dues au titre des demandes de brevet national.
- Cependant, les facteurs décisifs ne sont pas tant les économies de coûts potentielles que le fait que les modèles d'utilité sont délivrés plus rapidement que les brevets et que les exigences en matière de nouveauté et d'activité inventive diffèrent.

| Comparaison entre l'étendue de la protection conférée par un modèle d'utilité et celle offerte par un brevet | |
|---|--|
| Modèle d'utilité | Brevet |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Titre de PI enregistré, limité géographiquement ▪ Disponible dans un nombre limité de pays ▪ Pas de procédure centralisée de dépôt en Europe ▪ Durée de la protection comprise entre trois et dix ans ▪ Rapport de recherche établi seulement dans certains pays ▪ Enregistré et publié au bout de quelques mois ▪ N'est généralement pas soumis à un examen quant au fond (nouveau, activité inventive) ▪ Révision effectuée uniquement dans le cadre d'une procédure de révocation ou de contrefaçon | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Titre de PI enregistré, limité géographiquement ▪ Disponible dans la plupart des pays ▪ Possibilité d'effectuer un dépôt centralisé (par exemple auprès de l'OEB pour l'Europe) ▪ Durée de la protection pouvant aller jusqu'à vingt ans ▪ Principe de l'établissement d'un rapport de recherche ▪ Demande publiée au bout de dix-huit mois ▪ Examen quant au fond (nouveau, activité inventive) ▪ Délivrance d'un brevet ou rejet de la demande à l'issue de la procédure d'examen quant au fond |

La présente diapositive compare certaines des caractéristiques essentielles des modèles d'utilité avec celles des demandes de brevet et des brevets délivrés. Les modèles d'utilité et les brevets sont des titres enregistrés, limités géographiquement, qui protègent des inventions techniques. Contrairement aux brevets, les modèles d'utilité ne sont disponibles que dans certains pays. Les demandes de modèles d'utilité doivent être déposées individuellement dans chaque pays où une protection est souhaitée, tandis que les demandes de brevet peuvent être déposées à un niveau centralisé auprès de l'OEB ou de l'OMPI. Les modèles d'utilité offrent une protection dont la durée va de trois à dix ans, alors que les brevets confèrent une protection pendant vingt ans.

Les modèles d'utilité sont normalement enregistrés sans donner lieu à une recherche, à savoir un rapport sur l'état de la technique, alors qu'un rapport de recherche est par principe établi pour les demandes de brevet. Il existe des exceptions, par exemple en Autriche, où des rapports de recherche sont également établis pour les modèles d'utilité. Les modèles

d'utilité sont habituellement enregistrés et publiés au bout de quelques mois, tandis qu'il faut attendre d'ordinaire dix-huit mois pour la publication d'une demande de brevet. La publication d'une demande de brevet représente une étape de la procédure qui précède l'examen de la demande.

En général, les modèles d'utilité sont enregistrés sans avoir fait l'objet d'un examen quant au fond sur la nouveauté, l'activité inventive ou l'applicabilité industrielle. Il existe des exceptions, comme au Brésil. La procédure d'examen aboutit soit à la délivrance, soit au rejet de la demande. La validité des modèles d'utilité n'est vérifiée au regard des critères de nouveauté et d'activité inventive que dans le cadre d'une action en révocation ou en contrefaçon. Les brevets délivrés sont le résultat d'une procédure d'examen. Les brevets peuvent cependant être frappés d'opposition à un stade ultérieur. L'avantage financier des modèles d'utilité est fréquemment souligné. Même si un seul modèle d'utilité est incontestablement moins coûteux que plusieurs demandes de brevet, le dépôt centralisé d'une demande de brevet pour de nombreux pays est bien moins complexe que le dépôt de plusieurs demandes de modèle d'utilité dans différents pays ayant des langues différentes.

La rapidité de la procédure d'enregistrement est le principal avantage lié au dépôt d'un modèle d'utilité.

Diapositive 31

Droits d'obtention végétale

Les diapositives qui suivent présentent les caractéristiques de base des droits d'obtention végétale.

DROITS D'OBTENTION VÉGÉTALE

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

31

Diapositive 32

Qu'est-ce qu'un droit d'obtention végétale ?

Un droit d'obtention végétale confère à son titulaire le droit exclusif d'exploiter une nouvelle variété végétale.

Une variété végétale peut être protégée si elle est :

- nouvelle – le matériel de reproduction ou de multiplication végétative, ou un produit de la récolte, n'était pas disponible plus d'un an avant le dépôt dans le pays du dépôt, ou plus de quatre ans dans d'autres pays.
- distincte – la variété se distingue nettement de toute autre variété dont l'existence, à la date de dépôt de la demande, est notoirement connue.
- homogène – une variété est homogène si seul un nombre limité d'individus ne présente pas les mêmes caractères pertinents à la fin d'un cycle de reproduction ou de multiplication.
- stable – les caractères pertinents de la variété restent inchangés à la suite de ses reproductions ou de ses multiplications successives.

Les droits d'obtention végétale sont accordés à l'« obtenteur ». L'obteneur est soit la personne qui a créé ou découvert et mis au point la variété, soit l'employeur et/ou l'ayant droit de cette personne.

Les droits d'obtention végétale sont obtenus au moyen de l'enregistrement. Ils peuvent être enregistrés auprès de l'autorité compétente dans les États membres de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) (= enregistrement national) ou auprès de l'Office communautaire des variétés végétales (enregistrement valable dans toute l'Union européenne).

Qu'est-ce qu'un droit d'obtention végétale ?

- Droit exclusif d'exploiter une **nouvelle variété végétale**
- Quatre conditions doivent être remplies pour obtenir une protection:
 - nouveauté
 - distinction
 - homogénéité
 - stabilité
- Titulaire du droit = **obteneur**
- Protection obtenue via l'**enregistrement**

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

32

Un droit d'obtention végétale confère à son titulaire le droit exclusif d'exploiter une nouvelle variété végétale.

Une variété végétale peut être protégée si elle est nouvelle, distincte, homogène et stable.

La personne à qui est conféré le droit exclusif est désignée dans les textes juridiques par le terme d'« obteneur ». Il peut s'agir de la personne qui a créé la variété ou de son employeur.

Les droits d'obtention végétale sont obtenus par enregistrement, soit au niveau national dans l'un des États membres de l'UPOV, soit auprès de l'Office communautaire des variétés végétales, auquel cas la protection est valable dans toute l'UE.

Diapositive 33

Étendue de la protection

Durée

Les droits d'obtention végétale sont accordés pour une durée définie. Dans les États membres de l'UPOV, cette durée ne peut être inférieure à 20 ans à compter de la date d'octroi du droit. Pour les arbres et la vigne, cette durée ne peut pas être inférieure à 25 années à compter de cette date. La durée de la protection communautaire des obtentions végétales s'étend jusqu'à la fin de la 25^e année civile ou, dans le cas des variétés de vignes et d'arbres, jusqu'à la fin de la 30^e année civile suivant celle de l'octroi de la protection.

Objet

Les droits d'obtention végétale peuvent être accordés pour le matériel de reproduction ou de multiplication végétative, et, sous certaines conditions, pour le produit de la récolte qui est obtenu à partir de la variété protégée, ainsi que pour les variétés non distinctes ou les variétés essentiellement dérivées, et les lignées parentales des variétés hybrides.

Matériel de reproduction ou de multiplication végétative : S'agissant des plantes qui peuvent faire l'objet d'une multiplication végétative (par le biais d'une bouture ou d'un stolon), le matériel de multiplication végétative est réputé inclure les parties de la plante utilisées pour obtenir de nouveaux végétaux (par exemple les semences, les boutures et les greffons) ou les plantes entières.

La Convention de l'UPOV ne définit pas ce qu'est le « produit de la récolte ». L'article 14(2) de cette convention, dans sa version de 1991, dispose que les droits de l'obtenteur s'étendent aux actes accomplis à l'égard du produit de la récolte dans le cas où celui-ci a été obtenu suite à l'utilisation non autorisée du matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée et où l'obtenteur n'a raisonnablement pas pu exercer son droit sur ledit matériel.

Actes exigeant l'autorisation de l'obtenteur

Les actes suivants, qui sont compris dans l'étendue de la protection, requièrent l'autorisation de l'obtenteur :

- la production ou la reproduction (multiplication) de la variété,
- le conditionnement aux fins de la reproduction ou de la multiplication,
- l'offre à la vente, la vente ou toute autre forme de commercialisation,
- l'exportation ou l'importation,
- la détention à l'une des fins mentionnées ci-dessus.

Semences conservées par l'agriculteur (« privilège de l'agriculteur »)

L'article 15 de la Convention de l'UPOV de 1991 dispose que chaque Partie contractante peut, dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes de l'obtenteur, restreindre le droit d'obtenteur à l'égard de toute variété afin de permettre aux agriculteurs d'utiliser à des fins de reproduction ou de multiplication, sur leur propre exploitation, le produit de la récolte qu'ils ont obtenu par la mise en culture, sur leur propre exploitation, de la variété protégée ou d'une variété qui ne peut se distinguer de celle-ci ou qui est essentiellement dérivée. Cette exception est facultative pour les États membres de l'UPOV (notez l'utilisation du mot « peut » dans cet article).

Dans le système européen, l'article 14 du règlement du Conseil (CE) N° 2100/94 prévoit une liste des espèces auxquelles cette exception s'applique. Les agriculteurs qui font usage de cette dérogation sont tenus de payer au titulaire une rémunération équitable, qui doit être sensiblement inférieure au montant perçu pour la production sous licence de matériel de multiplication de la même variété dans la même région. Les petits agriculteurs (tels que définis dans cette disposition) sont exemptés de ce paiement.

Étendue de la protection

- Durée
 - Au moins 20 ans
 - Au moins 25 ans pour les variétés de vigne et les espèces d'arbre
- Objet
 - Matériel de reproduction ou de multiplication végétative
 - Matériel de récolte
- Actes soumis à autorisation
- Exceptions

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

33

Les droits d'obtention végétale sont octroyés pour une durée définie. Dans les États membres de l'UPOV, la durée de la protection ne peut être inférieure à 20 ans. Pour les arbres et les vignes, la durée minimale est de 25 ans.

L'obtenteur a des droits exclusifs portant sur le matériel de reproduction ou de multiplication végétative. Ces droits exclusifs s'étendent également au produit de la récolte dans le cas où il a été obtenu suite à l'utilisation non autorisée du matériel de reproduction ou de multiplication végétative. L'obtenteur ne doit pas avoir raisonnablement pu exercer son droit sur ledit produit.

Certains actes liés au matériel de reproduction et de multiplication végétative requièrent l'autorisation de l'obtenteur. Il s'agit de la production ou de la reproduction

(multiplication), du conditionnement aux fins de la reproduction ou de la multiplication, de l'offre à la vente, de la vente ou de toute autre forme de commercialisation, de l'exportation ou de l'importation et de la détention à l'une des fins mentionnées ci-dessus.

Les droits exclusifs de l'obtenteur sont limités dans la mesure où certains actes accomplis à des fins précises ne doivent pas être autorisés au préalable, à savoir :

- les actes accomplis à des fins privées et non commerciales
- les actes accomplis à des fins expérimentales
- les actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés
- l'utilisation de semences conservées par l'agriculteur.

Diapositive 34

Droits afférents aux topographies de semi-conducteurs

Les diapositives suivantes présentent les caractéristiques de base des droits afférents aux topographies de semi-conducteurs.

DROITS AFFÉRENTS AUX TOPOGRAPHIES DE SEMI-CONDUCTEURS

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

34

Diapositive 35

Qu'est-ce qu'un droit afférent à une topographie de semi conducteur ?

Le circuit intégré (CI), aussi appelé puce électronique, est un composant électronique qui comprend un grand nombre d'éléments de circuit interconnectés reproduisant une fonction électronique. Les éléments de circuit superposés sont mis en œuvre dans un matériau semi-conducteur (appelé substrat ou plaquette). Le circuit est indivisible une fois la puce produite.

Le schéma de configuration (la topographie) d'un CI est une sorte de plan d'architecte qui détermine la distribution tridimensionnelle et l'agencement des diverses couches, des éléments de circuit et de leurs interconnexions.

Les circuits intégrés semi-conducteurs se retrouvent dans une large gamme d'appareils électroniques tels qu'ordinateurs, téléphones portables et téléviseurs. La préparation des masques photographiques pour la fabrication des couches est coûteuse et nécessite du temps et du savoir-faire. Les topographies ont donc une grande valeur commerciale, et il est facile et peu coûteux de reproduire un masque photographique en enlevant successivement les couches pour les photographier. Ce procédé d'ingénierie inverse est monnaie courante dans le secteur des semi-conducteurs. Il est accepté en ce sens qu'il permet d'analyser les puces de CI pour améliorer les topographies existantes et innover, mais il facilite aussi la copie.

La protection juridique des schémas de configuration électroniques est assurée par le Traité de Washington de 1989 (Traité sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés), l'Accord sur les ADPIC de 1995 intégrant le Traité de Washington comme base de la protection des topographies de CI, et la directive sur les topographies (Directive 87/54/CEE du Conseil du 16 décembre 1986 concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs). Ces dispositions ont été incorporées dans les législations nationales de la plupart des pays, soit sous forme de lois autonomes soit via l'adaptation de lois existantes. L'Allemagne, par exemple, l'a fait par le biais de ses lois en matière de protection des dessins ou modèles.

Les droits de propriété industrielle afférents aux semi-conducteurs visent à éviter la copie des topographies des puces d'origine et la commercialisation des puces contrefaites ou des articles qui les contiennent.

Les schémas de configuration doivent être :

- originaux en ce sens qu'ils résultent de l'effort intellectuel du créateur ;
- inconnus des créateurs de schémas de configuration et des fabricants de circuits intégrés à la date de leur création.


L'Accord sur les ADPIC ne prévoit pas de conditions formelles pour faire protéger un schéma de configuration. Les États membres peuvent exiger :

- que le schéma de configuration ait fait l'objet d'une exploitation commerciale à un endroit quelconque dans le monde ;
- que le schéma de configuration soit déposé auprès de l'administration compétente et que des informations soient divulguées quant à sa fonction électronique ;
- que le dépôt ait lieu dans un certain délai à compter de la date de la première exploitation, et qu'une taxe soit payée.

Qu'est-ce qu'un droit afférent à une topographie de semi-conducteur ?

Les droits en matière de topographies de semi-conducteurs protègent les schémas de configuration des circuits intégrés.

- Composants tridimensionnels, couches et interconnexions
- Copie relativement aisée
- L'ingénierie inverse est monnaie courante et acceptée



| | |
|---|--|
| <p>Conditions de fond</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Création originale résultant de l'effort intellectuel du créateur ▪ Le schéma doit être inconnu | <p>Conditions de forme</p> <p>Les États parties à l'Accord sur les ADPIC peuvent demander :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le dépôt ▪ la divulgation de la fonction électronique ▪ une taxe de dépôt ▪ une exploitation commerciale |
|---|--|

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 35

Les circuits intégrés semi-conducteurs (CI) se retrouvent dans une large gamme d'appareils électroniques tels qu'ordinateurs, téléphones portables et téléviseurs. La taille et la performance des CI est déterminée en partie par le schéma de configuration électronique.

Un semi-conducteur est constitué de couches d'un matériau semi-conducteur sur lequel on applique un plan qui reproduit une fonction électronique. La topographie dépend de ce plan. Le schéma de configuration (la topographie) détermine la disposition tridimensionnelle des diverses couches et leurs interconnexions.

Les puces de CI sont faciles à copier.

Protection par l'Accord sur les ADPIC de 1995, en vertu duquel pour être protégés, les schémas de configuration doivent être :

- originaux en ce sens qu'ils résultent de l'effort intellectuel du créateur ;
- inconnus des créateurs de schémas de configuration et des fabricants de circuits intégrés à la date de leur création.

Les États membres de l'Accord sur les ADPIC peuvent exiger :

- que le schéma de configuration soit déposé auprès de l'administration compétente ;
- que des informations soient divulguées quant à sa fonction électronique ;
- qu'une taxe de dépôt soit payée.

Ils peuvent aussi exiger que le schéma de configuration fasse l'objet d'une exploitation commerciale quelque part dans le monde.

Diapositive 36

Étendue de la protection

Les droits sont similaires aux autres droits de propriété industrielle tels que modèles ou brevets. Le titulaire obtient le droit exclusif d'exploitation et peut empêcher autrui de reproduire, de vendre ou d'importer en tout ou en partie le schéma protégé. Cela signifie que le titulaire d'un schéma de configuration protégé a le droit exclusif d'autoriser la reproduction et la commercialisation du schéma ainsi que des produits qui le contiennent (comme les articles d'électronique grand public).

Durée

Ce droit d'exploitation exclusif expire :

- ou bien 10 ans après la première exploitation commerciale n'importe où dans le monde ;
- ou bien 10 ans après le dépôt auprès de l'administration compétente (généralement l'office des brevets et des marques).

Certains pays offrent une protection pouvant aller jusqu'à 15 ans à compter de la création.

Limitations et exceptions

Il n'est généralement pas illégal de reproduire sans autorisation un schéma de configuration électronique protégé, à condition que ce soit :

- ou bien à des fins privées ;
- ou bien uniquement à des fins d'évaluation, d'analyse, de recherche ou d'enseignement.

Autrement dit, comme c'est le cas des brevets, la reproduction privée (non commerciale) et la reproduction à des fins de recherche, d'étude, d'analyse ou d'enseignement sont permises (à tout le moins en Europe).

Le détenteur des droits ne peut pas les faire valoir à l'encontre d'un tiers si ce dernier a créé de son propre chef un schéma de configuration identique. Comme dans le domaine des droits d'auteur, il est admis que deux personnes ou équipes peuvent arriver indépendamment au même but. Si les deux schémas de configuration remplissent les conditions, c'est-à-dire s'ils sont originaux et ne sont pas connus, ils peuvent être protégés chacun de leur côté.

La « contrefaçon de bonne foi » constitue une autre limitation : l'importation, la vente ou toute autre commercialisation d'une puce à CI renfermant un schéma de configuration protégé ne sont illégales que si le contrefacteur était au courant de l'existence d'une protection. Si ce n'est pas le cas, il est impossible d'empêcher la distribution à des fins commerciales d'un schéma de configuration copié illégalement ou d'articles qui le contiennent.

Coexistence avec les droits découlant des brevets

Les schémas de configuration peuvent également contenir des circuits électroniques protégés par brevet.

Étendue de la protection

Les droits empêchent autrui de reproduire, vendre ou importer en tout ou en partie le schéma protégé ou les articles qui le contiennent.

Durée de la protection

10 - 15 ans à compter de la date de création du schéma de configuration

Exceptions et limitations

- Pas de contrefaçon si utilisation à des fins privées, de recherche ou d'enseignement
- L'ingénierie inverse stimule l'innovation
- Possibilité de création indépendante d'un schéma identique
- Il peut y avoir « contrefaçon de bonne foi »




Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 36

Le titulaire obtient le droit exclusif d'exploiter commercialement, en tout ou en partie, le schéma de configuration protégé. Certains pays ont des lois spécifiques qui couvrent ce droit de PI, tandis que d'autres le protègent via d'autres lois.

Le titulaire d'un droit afférent à une topographie électronique peut empêcher autrui de reproduire, de vendre ou d'importer, en tout ou en partie, le schéma protégé ainsi que les produits qui le contiennent (tels les articles d'électronique grand public).

La protection est de 10 à 15 ans maximum à compter de la date de création.

Cette protection souffre plusieurs limitations et exceptions.

- Pas de contrefaçon si le schéma protégé est reproduit à des fins d'évaluation, d'analyse, de recherche ou d'enseignement.
- L'Accord sur les ADPIC permet l'ingénierie inverse par les tiers afin qu'ils puissent examiner le circuit et innover. Les tiers peuvent utiliser les informations pour créer un nouveau schéma original et l'utiliser dans leurs propres circuits intégrés.
- Le détenteur du droit ne peut pas le faire valoir à l'encontre d'un tiers si ce dernier crée indépendamment un schéma identique.

Contrefaçon de bonne foi : l'importation, la vente ou tout autre commercialisation d'une puce à CI renfermant un schéma de configuration protégé ne sont illégales que si le contrefacteur était au courant de l'existence d'une protection.

Diapositive 37

Le droit d’auteur

Les diapositives suivantes présentent les caractéristiques de base du droit d’auteur.

LE DROIT D'AUTEUR

Diapositive 38

Qu'est-ce que le droit d'auteur ?

Le droit d'auteur confère à son titulaire le droit exclusif de contrôler l'utilisation (ou l'exploitation économique) de ses travaux, par exemple la reproduction, la distribution, l'adaptation, la traduction, la représentation ou l'affichage public. Il est important de noter que le droit d'auteur s'applique uniquement à l'expression d'idées et non pas aux idées en elles-mêmes.

Il existe principalement deux traditions en matière de droit d'auteur. D'un côté, le Royaume-Uni, ses anciennes colonies (l'Australie, l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande et l'Inde), ainsi que l'Irlande et les États-Unis appliquent le système du copyright ; de l'autre, les pays d'Europe continentale, certains pays africains ayant hérité du système français, mais aussi les pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud appliquent le système du droit d'auteur. Ces deux systèmes diffèrent par certains aspects, notamment l'attribution de la qualité d'auteur et le type de droits conférés.

Le droit d'auteur protège toute création de l'esprit. Cependant, deux notions essentielles sont à retenir.

1. Seule l'expression d'une idée peut bénéficier de la protection. Les idées en elles-mêmes, de même que des principes, découvertes, systèmes, faits, procédures, processus, concepts ou méthodes ne peuvent pas bénéficier d'une protection au titre du droit d'auteur. La même idée peut être exprimée sous différentes formes, par exemple lorsque deux artistes peignent des tableaux représentant le même modèle ou le même paysage. Cette distinction est appelée « dichotomie idée/expression ».
2. Seules les expressions originales peuvent être protégées. La condition d'originalité est traitée différemment selon les pays. Dans les pays de tradition civiliste, c'est-à-dire dans le système du droit d'auteur, une œuvre est originale lorsqu'elle est l'empreinte de la personnalité de l'auteur. Dans les pays de la Common Law, qui appliquent le système du copyright, l'auteur doit avoir investi des efforts et une certaine compétence dans la création de l'œuvre.

Remarque : la protection par le droit d'auteur n'est soumise à aucune exigence de forme (ex. : enregistrement) même si certains pays (ex : États-Unis) prévoient la possibilité d'enregistrer un copyright.

Les créations protégées par le droit d'auteur sont notamment les œuvres littéraires, théâtrales, musicales, artistiques, photographiques, phonographiques et cinématographiques, en particulier les romans, pièces de théâtre, compositions musicales, peintures, sculptures, films, scénarios, etc. Le droit d'auteur joue également un rôle important dans le domaine scientifique. Une protection par droit d'auteur est en effet possible pour les articles scientifiques. L'art appliqué – ponts, trains, mobilier par exemple – peut également être protégé par le droit d'auteur, de même que les programmes d'ordinateur et les bases de données. S'agissant de ces dernières, l'EUIPO a mis à la disposition du public la base de données des œuvres orphelines où figurent des informations sur des travaux tels que des livres, journaux, articles de magazines et films, qui sont toujours protégés par des droits d'auteur mais dont les auteurs ou les titulaires de droits ne sont pas connus ou ne peuvent pas être localisés.

En ce qui concerne la paternité d'une œuvre, dans le système du droit d'auteur, l'auteur est la personne physique qui a créé l'œuvre. Il en va généralement de même dans le système du copyright, mais il peut y avoir des cas où une personne morale, c'est-à-dire une entreprise, est considérée comme l'auteur. Par exemple, aux États-Unis, l'employeur est réputé être non seulement le détenteur du copyright, mais également l'auteur des œuvres créées par ses employés dans le cadre de leur travail. Si la production d'une œuvre a impliqué plus d'une personne, il faut avoir apporté une contribution à l'originalité de l'œuvre pour être reconnu en tant que coauteur.

Durée de la protection :

La protection est conférée automatiquement à compter du moment où l'œuvre a été créée. A cet égard, le droit d'auteur se distingue considérablement des autres titres de PI. En ce qui concerne la durée de la protection par droit d'auteur, l'article 7 de la Convention de Berne et l'article 12 de l'Accord sur les ADPIC disposent que le droit d'auteur s'applique pendant 50 ans au moins après le décès de l'auteur. Au sein de l'Union européenne, une durée de protection harmonisée de 70 ans après le décès de l'auteur a été fixée par la Directive 2006/116/CE du 12 décembre 2006 relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins.



Qu'est-ce que le droit d'auteur ?

- Le droit d'auteur protège toutes les créations de l'esprit, par exemple les œuvres littéraires et artistiques.
 - Cette création doit prendre la forme d'une **expression** et non être une simple idée.
 - Cette expression doit être **originale**.
- Le droit d'auteur établit un lien juridique particulier entre l'auteur et son œuvre.
- Il confère une protection juridique pour une durée limitée.

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

38

Le droit d'auteur protège toutes les créations de l'esprit, à condition que cette création soit une expression, et non une simple idée, un processus, une découverte, etc. Cette expression doit par ailleurs être originale.

Les œuvres protégées par le droit d'auteur dans le domaine artistique, littéraire et scientifique sont notamment les créations littéraires, théâtrales, musicales, artistiques et photographiques, les articles scientifiques ainsi que les programmes d'ordinateur et les bases de données.

Le droit d'auteur établit un lien juridique particulier entre l'auteur et son œuvre. L'auteur est la personne physique qui a créé l'œuvre.

La période pendant laquelle l'œuvre est protégée est appelée « durée de la protection ». Des conventions et traités internationaux ont fixé une durée de protection minimum de 50 ans après le décès de l'auteur. En d'autres termes, l'auteur est protégé par le droit d'auteur tout au long de sa vie. Au sein de l'Union européenne, la durée de la protection est fixée à 70 ans.

Diapositive 39

Étendue de la protection

Types d'œuvres protégées par les lois sur le droit d'auteur : des différences subsistent en matière de protection du droit d'auteur au niveau national. Les types d'œuvres protégées par des lois nationales sur le droit d'auteur sont notamment les suivantes :

- œuvres littéraires (romans, nouvelles, poésie, œuvres dramatiques et tout autre écrit, quel que soit son contenu, qu'il s'agisse de fiction ou non) ;
- œuvres dramatiques ;
- œuvres musicales ;
- œuvres artistiques (à deux dimensions comme les dessins, peintures, etc. ou à trois dimensions comme les sculptures ou les œuvres architecturales) ;
- cartes et dessins techniques (œuvres cartographiques, plans, modèles, diagrammes, etc.) ;
- œuvres photographiques ;
- œuvres cinématographiques ;
- programmes informatiques et bases de données.

Indépendamment des droits économiques, les auteurs se voient conférer des droits moraux (droit de paternité, droit à l'intégrité de l'œuvre et droit de divulgation). L'auteur peut faire valoir ces droits même si le droit d'auteur a été transféré à un tiers. Par conséquent, les prérogatives conférées par le droit d'auteur sont principalement de deux natures : les droits patrimoniaux (droits d'exploitation économique) et les droits moraux.

Les droits moraux incluent :

- Le droit d'être reconnu comme (n')étant (pas) l'auteur d'une œuvre (droit de paternité).
- Le droit d'intégrité. L'auteur a le droit de s'opposer à toute modification de l'œuvre susceptible de porter atteinte à son honneur et à sa réputation.
- Le droit de divulgation de l'œuvre. L'auteur a le droit de décider du moment où son œuvre est rendue publique.

Les droits accordés à l'auteur sont soumis à certaines exceptions. Celles-ci permettent l'utilisation de l'œuvre dans certaines situations spécifiques telles que l'usage exclusivement personnel, ou l'usage à des fins de critique et de recension.

Il y a atteinte au droit d'auteur lorsqu'une personne exerce un droit conféré à l'auteur ou au titulaire du droit sans leur consentement. Il y a violation du droit de reproduction lorsqu'une partie conséquente de l'œuvre préexistante est utilisée sans l'autorisation de l'auteur ou du titulaire du droit. La notion de « partie conséquente » doit être évaluée en termes à la fois quantitatifs et qualitatifs, mais toujours en se référant à la partie originale de l'œuvre. En cas d'atteinte à ses droits, l'auteur ou le titulaire dispose de différents moyens de recours. Il peut ainsi demander aux tribunaux d'ordonner des mesures visant à faire cesser l'atteinte à ses droits, de faire saisir, voire détruire les produits contrefaisants, et d'ordonner le paiement de dommages, ce qui peut inclure la confiscation des profits.

Étendue de la protection

- Les droits patrimoniaux
 - se rapportent à l'exploitation économique de l'œuvre
 - peuvent être librement transmis ou cédés dans le cadre d'un accord de licence
- Les droits moraux
 - se rapportent à l'intérêt moral de l'auteur
 - sont inaliénables
- Exceptions et limites
- Atteintes et moyens de recours

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

39

Le droit d'auteur confère à son titulaire des droits patrimoniaux et moraux.

Les droits patrimoniaux ont trait à l'exploitation de l'œuvre et couvrent les aspects suivants : reproduction, communication au public, traduction, adaptation, distribution et revente.

Les droits moraux couvrent les aspects suivants : paternité, intégrité et divulgation.

Ces droits sont limités dans la mesure où les tiers sont autorisés à utiliser l'œuvre protégée dans certaines situations et à certaines fins.

Les exceptions et restrictions sont dans l'intérêt du public.

Il y a atteinte au droit d'auteur lorsque l'œuvre protégée est utilisée sans le consentement de l'auteur ou du titulaire du droit.

Diapositive 40

Secrets d'affaires

Les diapositives suivantes présentent les caractéristiques de base des secrets d'affaires.

SECRETS D'AFFAIRES

Diapositive 41

Qu'est-ce qu'un secret d'affaires ?

D'après l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le secret d'affaires est la forme de protection la plus fréquemment utilisée par les entreprises, encore plus que les formes de PI les plus connues telles que le brevet, le droit d'auteur, la marque ou le dessin ou modèle.

Le secret d'affaires se compose d'informations commerciales confidentielles conférant à une entreprise un avantage par rapport à ses concurrents. Il est inutile de préciser qu'un secret d'affaires est une information qui ne doit pas être généralement connue ni pouvoir être facilement découverte. Elle doit avoir une valeur stratégique, commerciale ou économique qui découle de son caractère confidentiel, et la confidentialité de cette information doit être protégée par des mesures appropriées.

En cas de litige, la personne qui prétend qu'un secret lui appartient devra montrer qu'il s'agissait réellement d'un secret. Une juridiction devra ensuite déterminer si des mesures appropriées ont été prises pour protéger la confidentialité de ces informations. Il s'agira par exemple d'établir si l'accès à l'information a été limité à certains membres clés du personnel et/ou si l'information a été exclusivement transmise aux personnes qui ont « besoin de la connaître ».

L'objet des secrets d'affaires est généralement défini au sens large et inclut les méthodes de vente, les méthodes de distribution, les profils des consommateurs, les stratégies publicitaires, les listes de fournisseurs et de clients et les procédés de fabrication.

Exemples :

- conditions spécifiques de traitement dans un procédé chimique ou une usine de produits chimiques
- ingrédients secrets ou sources d'ingrédients secrets
- la célèbre formule du Coca-Cola
- la recette du Kentucky Fried Chicken (KFC)
(<http://news.abs-cbn.com/lifestyle/05/31/12/kfc-unearts-colonel-sanders%E2%80%99-secret-recipes>)

Les secrets d'affaires peuvent avoir une durée illimitée, à condition de rester confidentiels. Tel est le cas de Coca-Cola depuis plus d'un siècle. À titre de comparaison, la durée de la protection par brevet est de vingt ans au maximum.

Il convient de noter que suite aux débats intervenus au Parlement européen le mercredi 13 avril 2016, le Parlement a voté la directive sur les secrets d'affaires le jeudi 14 avril sans modifications ultérieures.

Cette directive vise à harmoniser la protection des secrets d'affaires sur l'ensemble de l'Union européenne selon trois axes principaux :

- définition d'un « secret d'affaires » et de la manière dont il sera protégé ;
- réparations dont peuvent bénéficier les titulaires de secrets d'affaires dans l'éventualité d'une utilisation abusive ou d'une appropriation illicite de leurs secrets d'affaires ; et
- mesures que la Cour peut appliquer pour empêcher la divulgation de secrets d'affaires pendant une procédure judiciaire.

Suite à l'approbation du Parlement, le Conseil devrait adopter officiellement la directive lors de sa prochaine session fin mai ou début juin 2016.

La proposition de directive définit le « secret d'affaires » comme étant des informations répondant à toutes les conditions suivantes :

- elles sont secrètes en ce sens que, dans leur globalité ou dans la configuration et l'assemblage exacts de leurs éléments, elles ne sont pas généralement connues des personnes appartenant aux milieux qui s'occupent normalement du genre d'informations en question, ou ne leur sont pas aisément accessibles ;
- elles ont une valeur commerciale parce qu'elles sont secrètes ;
- elles ont fait l'objet, de la part de la personne qui en a le contrôle de façon licite, de dispositions raisonnables, compte tenu des circonstances, destinées à les garder secrètes.

Autrement dit, selon la proposition de directive citée ci-dessus, la définition du « secret d'affaires » contient trois éléments :

- (i) les informations doivent être confidentielles ;
- (ii) elles doivent avoir une valeur commerciale en raison de leur confidentialité ;
- (iii) le titulaire du secret d'affaires devrait avoir fait preuve d'efforts raisonnables pour garder ces informations secrètes. Cette définition correspond à la définition des « renseignements non divulgués » figurant dans l'Accord sur les ADPIC.

Qu'est-ce qu'un secret d'affaires ?

- Un secret d'affaires est une information
 - qui n'est pas généralement connue ou qu'il n'est pas facile de découvrir
 - qui a une valeur stratégique, commerciale ou économique (réelle ou potentielle) parce qu'elle n'est pas généralement connue
 - dont la confidentialité est protégée par des mesures appropriées.
- Un secret d'affaires a une durée illimitée, à condition que l'information ne devienne pas publique.

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

41

Une information ne peut devenir un secret d'affaires que si elle n'est pas généralement connue ou si on ne peut pas aisément la découvrir. En même temps, elle doit avoir une valeur stratégique, commerciale ou économique qui découle de son caractère confidentiel. Il faut également pouvoir démontrer que des mesures appropriées ont été ou sont prises pour garder l'information secrète.

Un secret d'affaires est valable tant qu'il reste confidentiel, autrement dit tant qu'il ne tombe pas dans le domaine public.

Selon la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites, la définition du « secret d'affaires » contient trois éléments :

- (i) les informations doivent être confidentielles ;
- (ii) elles doivent avoir une valeur commerciale en raison de leur confidentialité ;
- (iii) le titulaire du secret d'affaires devrait avoir fait preuve d'efforts raisonnables pour garder ces informations secrètes. Cette définition correspond à la définition des « renseignements non divulgués » figurant dans l'Accord sur les ADPIC

Diapositive 42

Étendue de la protection

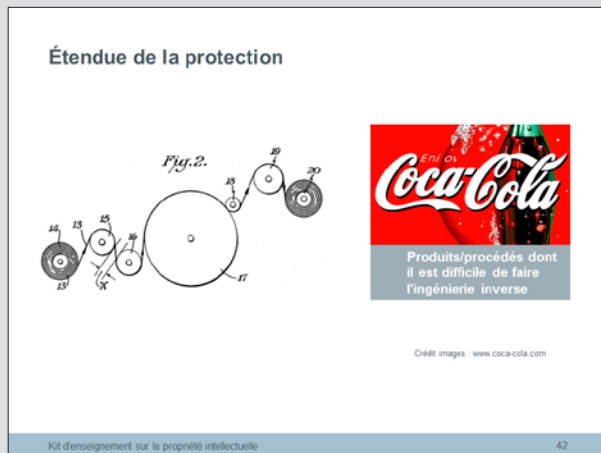
Comme mentionné précédemment, l'objet de la protection peut être tout ce qui est tenu secret. Ce type de protection a un intérêt pour les produits et procédés dont il est difficile de faire l'ingénierie inverse.

A cet égard, la directive s'applique à l'obtention, à la divulgation et à l'utilisation illicites de secrets d'affaires et aux mesures, procédures et réparations dont il convient de disposer pour qu'une réparation au civil soit possible

Cette diapositive montre deux types de secrets d'affaires. La formule du Coca Cola est conservée dans un coffre-fort au siège de Coca-Cola.

La méthode à gauche est tirée du brevet original du Gore-tex et montre une esquisse du procédé de fabrication. En fait, un procédé comparable avait été découvert antérieurement par quelqu'un d'autre et avait été gardé secret.

La protection par secrets d'affaires peut durer plus longtemps que la protection par brevets. Cependant, une information perd toute valeur dès lors qu'elle a été révélée (accidentellement ou délibérément).



Un secret d'affaires peut recouvrir à peu près toute information dont la confidentialité peut être assurée et qui confère un avantage commercial.

La formule du Coca-Cola représente ainsi un exemple de secret d'affaires. Elle est conservée dans un coffre-fort au siège de Coca-Cola.

Des méthodes dans le domaine de la chimie ou d'autres procédés de fabrication peuvent aussi avoir une grande valeur. La figure à gauche est tirée du brevet original du Goretex. Une autre société avait tenu secret pendant des années un procédé comparable, avant que Gore ne dépose une demande de brevet.

Diapositive 43

Moyens de protection

Contrairement aux brevets, les secrets d'affaires sont protégés sans être enregistrés, autrement dit sans aucune formalité de procédure. Par conséquent, un secret d'affaires peut être protégé pour une durée illimitée.

La protection des secrets d'affaires implique à la fois des mesures pratiques destinées à restreindre l'accès aux connaissances, ainsi que des dispositifs légaux ou contractuels devant garantir que les personnes ayant accès au secret ou à l'information confidentielle observent une obligation de non-divulcation. Selon la directive, un « secret d'affaires » doit avoir fait l'objet de la part de la personne qui en a le contrôle de façon licite, de dispositions raisonnables, compte tenu des circonstances, destinées à les garder secrètes.

Dans de nombreux pays, les contrats de travail peuvent inclure une clause restrictive interdisant à des membres clés du personnel de partir travailler pour un concurrent. De telles dispositions sont normalement limitées dans le temps et ne peuvent s'appliquer que pour deux ans au maximum. L'ancien employeur étant toujours tenu de payer au moins une partie du nouveau salaire de l'employé, ce type de dispositions peut coûter assez cher.

La plupart des salariés ont une obligation dite de « loyauté » envers leur ancien employeur, en vertu de laquelle ils ne doivent pas révéler des informations confidentielles. Cette obligation est difficile à appliquer et ne présente un intérêt que dans les cas où, par exemple, des documents ont été dérobés. Il n'est pas possible d'empêcher des salariés d'utiliser leur culture générale.

Les accords de non-divulcation contribuent au maintien de la confidentialité des informations échangées avec des clients ou d'éventuels partenaires. Ils ne sont utiles que si l'autre partie tient les informations secrètes. Une information n'est plus secrète dès lors qu'elle est divulguée (même en violation d'un accord).

Un moyen plus efficace de protéger une information consiste à en limiter l'accès aux salariés qui ont besoin de la connaître. Il est également possible de chiffrer les données (en particulier si elles sont transmises via Internet) et de limiter l'accès à certaines zones d'un site de fabrication.

| Moyens de protection | |
|--|---|
| D'ordre pratique | D'ordre contractuel |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Restriction de l'accès à l'information ▪ Communication de l'information uniquement dans la mesure du nécessaire ▪ Chiffrement des données ▪ Surveillance de l'accès aux installations | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Clauses restrictives dans les contrats de travail ▪ Accords de non-divulgaration |

La protection des secrets d'affaires implique à la fois des mesures pratiques destinées à restreindre l'accès aux connaissances, ainsi que des dispositifs légaux ou contractuels devant garantir que les personnes ayant accès au secret ou à l'information confidentielle observent une obligation de non-divulgaration.

Dans de nombreux pays, les contrats de travail peuvent inclure une clause restrictive interdisant à des membres clés du personnel de partir travailler pour un concurrent, et la plupart des salariés ont une obligation dite de « loyauté » envers leur ancien employeur, en vertu de laquelle ils ne doivent pas révéler des informations confidentielles.

Les accords de non-divulgaration contribuent au maintien de la confidentialité des informations échangées avec des clients ou d'éventuels partenaires. Ils ne sont utiles que si l'autre partie tient les informations secrètes.

Un moyen plus efficace de protéger une information consiste à en limiter l'accès aux salariés qui ont besoin de la connaître. Plus généralement, il est possible de chiffrer les données (en particulier si elles sont transmises via Internet) et de contrôler l'accès à certaines zones d'un site de fabrication.

Diapositive 44

La PI dans la pratique – exercice d’application

Le présent exercice examine de manière très générale les stratégies en matière de propriété intellectuelle et dans le domaine commercial. Pour prendre des décisions d’ordre commercial ou juridique, il est vivement recommandé de consulter des professionnels.

La PI dans la pratique

Exercice d'application :
quel titre de PI utiliser et dans quelles conditions ?

Diapositive 45

Aérosol et produit en aérosol contre les allergies

Répartissez les étudiants en groupes de quatre à cinq personnes et distribuez l'exercice.
Donnez-leur dix minutes pour traiter les questions, puis prévoyez dix autres minutes pour la discussion.

Exercice

Une équipe de chercheurs universitaires a mis au point un nouveau médicament très efficace dans le traitement de certaines allergies.

Après avoir examiné différents modes d'application du produit, l'équipe a conclu que l'application nasale sous forme d'infimes particules serait la plus appropriée. Elle a développé un nébuliseur et effectué des essais en laboratoire. La buse du nébuliseur a une forme (dessin) particulière, qui permet une administration plus efficace en libérant avec précision de fines gouttelettes de taille uniforme à vitesse constante, afin d'atteindre l'endroit optimal à l'intérieur du nez, d'où une meilleure absorption. Le dispositif de pompage a également été perfectionné de manière à administrer une dose fixe et précise du produit, qui suffit pour traiter les symptômes pour toute la journée. Pour toutes ces raisons, l'équipe considère que son invention pourrait devenir leader du marché.

L'équipe a montré un prototype de l'aérosol à l'un des bureaux d'études du parc technologique de l'université. En coopération avec ce bureau, ils ont trouvé pour l'ensemble du flacon de l'aérosol un modèle attrayant et commercialisable. Ce modèle est minimaliste – « propre et clinique » – et comprend un flacon blanc, doté d'un unique bouton vert.

L'équipe voit dans les produits contre les allergies un marché porteur. Elle a donc demandé à une agence de publicité de formuler une stratégie lui permettant de conquérir une importante part de marché au cours des prochaines décennies. Ensemble, elles ont trouvé un nom de marque, NEBU-ALLERG, et un plan pour créer un logo attractif. Le slogan devant selon elles mettre l'accent sur la simplicité, elles ont pensé à "Press green for go !" (pressez le bouton vert pour injecter). L'agence de publicité élaborera un site Internet ainsi que d'autres supports pour soutenir la campagne de promotion.

À faire

- Identifiez les divers éléments de PI dans ce projet.
- Suggérez des moyens pour les protéger.
- Identifiez d'éventuelles questions d'ordre contractuel.



Formez des groupes de 4 à 5 personnes et lisez l'exercice qui vous a été donné.

Cet exercice porte sur un nouveau médicament mis au point par une équipe de chercheurs universitaires. Ce produit est très efficace dans le traitement de certaines allergies. L'équipe a également développé un nébuliseur dont la buse a une forme (dessin) particulière et qui est destinée à une application nasale permettant une administration plus efficace du produit, ainsi qu'un dispositif de pompage amélioré qui administre une dose fixe et précise de la substance.

En coopération avec un bureau d'études du parc technologique de l'université, elle a également conçu un modèle attrayant pour le flacon de l'aérosol.

Avec l'aide d'une agence de publicité, l'équipe a trouvé un nom de marque, NEBU-ALLERG, un logo attractif et un slogan ("Press green for go!" – pressez le bouton vert pour injecter). L'agence prévoit de développer un site Internet ainsi que d'autres supports pour soutenir la campagne de promotion.

Vous avez maintenant dix minutes pour :

- identifier les divers éléments de PI dans ce projet.
- suggérer des moyens pour les protéger.
- identifier d'éventuelles questions d'ordre contractuel.


Diapositive 46

Quels éléments peuvent être protégés ?

Utilisez cette diapositive pour résumer les aspects sur lesquels les étudiants devraient se concentrer.

Quels éléments peuvent être protégés ?

| | |
|-------------------------|--------------------------|
| ▪ Médicament | ▪ Nom de marque : |
| ▪ Buse | – NEBU-ALLERG |
| ▪ Dispositif de pompage | ▪ Logo |
| ▪ Flacon | ▪ Slogan : |
| | "Press green for go!" |
| | ▪ Nom de domaine |
| | ▪ Supports publicitaires |



Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 46

Voici quelques-uns des aspects sur lesquels vous devriez vous concentrer.

Diapositive 47

Brevets et dessins ou modèles (I) (diapositive animée)

Médicament

Les étudiants peuvent suggérer que le principe actif devrait être breveté, ce qui serait exact. Ils peuvent également indiquer que le procédé de fabrication de X devrait lui aussi être breveté. Oui, mais ont-ils envisagé le fait qu'un secret d'affaires pourrait être tout aussi efficace ? S'il n'est pas possible de déduire le procédé à partir du produit final, il est peut-être préférable de le conserver en tant que secret d'affaires. Cependant, si le procédé ne peut pas être aisément gardé secret, ou si le but est d'en concéder des licences, le brevet est la meilleure option.

Les étudiants peuvent aussi proposer le dépôt d'une demande de brevet pour la formulation (mélange de X dans une solution avec d'autres éléments, par exemple agents de conservation, régulateurs d'acidité, émulsifiants etc.). Si une demande de brevet relative à X est rejetée pour absence de nouveauté, sa nouvelle formulation avec d'autres éléments pourrait en revanche être brevetable. Cependant, de nombreuses formulations sont courantes dans ce domaine technique, si bien qu'il pourrait s'avérer difficile de prouver le caractère inventif.

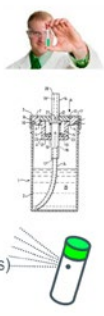
Enfin, ils pourraient suggérer le dépôt d'une demande de brevet relative à une méthode d'utilisation de la substance chimique pour le traitement des allergies. Dans une autre situation, ils auraient raison, mais il en va autrement dans le cas présent. Si l'invention était un nouveau système radar, vous pourriez faire breveter l'équipement radar proprement dit, un procédé de fabrication de cet équipement et une méthode utilisant le nouveau système radar pour détecter des objets. Cependant, dans le domaine médical, les « méthodes de traitement chirurgical ou thérapeutique du corps humain ou animal et les méthodes de diagnostic appliquées au corps humain ou animal » ne sont pas brevetables. Il s'agit d'une question de politique publique. On considère qu'il n'est pas dans l'intérêt du public d'empêcher un médecin de réaliser une opération destinée à sauver une vie pour la simple raison que le titulaire du brevet ne lui a pas concédé de licence sur la méthode. Par conséquent, si les médicaments, le matériel médical (appareils de radiographie, endoscopes, etc.) et les prothèses (par exemple les articulations artificielles de la hanche) sont tous potentiellement brevetables, les méthodes destinées à diagnostiquer ou à traiter l'arthrite, ou les méthodes d'implantation chirurgicale d'une articulation artificielle de la hanche ne le sont pas.

Brevets et dessins ou modèles (I)

Médicament

Brevets relatifs

- au principe actif ?
("substance chimique X")
- au procédé de fabrication de X ?
Intérêt par rapport à un secret d'affaires ?
- à la formulation ?
(combinaison de X avec d'autres substances)
- à la méthode d'utilisation ?
(à savoir l'utilisation de X pour le traitement des allergies)



Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 47

Première question : comment protégeriez-vous le médicament ?

Qu'en est-il du procédé de fabrication de X ?

Qu'en est-il de la formulation ?

Et qu'en est-il d'une méthode d'utilisation du produit en aérosol pour le traitement des allergies ?

Diapositive 48

Brevets et dessins ou modèles (II) (diapositive animée)

Buse

Si un étudiant suggère que la buse devrait être protégée en tant que dessin enregistré, demandez-lui si la forme interne de la buse est « visible lors d'une utilisation normale ». Il s'agit d'une condition à la protection par dessin enregistré. La réponse est non. (Cet aspect est traité plus en détails dans le module de perfectionnement relatif aux dessins ou modèles.)

Demandez ensuite si la forme de la buse découle de critères esthétiques ou fonctionnels. Elle est bien entendu fonctionnelle et, par conséquent, elle est brevetable (une protection par dessin est en fait exclue). De plus, dans les pays qui ont un système de modèle d'utilité, elle pourrait également être couverte par un modèle d'utilité. La procédure serait plus rapide et éventuellement aussi moins coûteuse, ce qui en ferait une option plus intéressante si l'équipe dispose d'un budget limité dans la phase initiale du projet.

Dispositif de pompage

Vient ensuite le dispositif de pompage, qui se distingue clairement de la buse. Il pourrait faire l'objet d'une demande de brevet ainsi que, dans certains pays, d'une demande de modèle d'utilité. Rejetez toute suggestion visant à réunir la buse et le dispositif de pompage en une seule demande de brevet pour des raisons d'économies. Ces deux inventions sont trop différentes l'une de l'autre. Des licences pourraient être concédées par la suite en ce qui concerne le brevet relatif au dispositif de pompage, et ce pour des utilisations qui s'écarteraient du brevet relatif à la buse, et vice-versa.


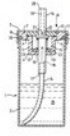
Flacon de l'aérosol

Venons-en pour finir à l'aérosol proprement dit. La forme, ainsi que la couleur du flacon et du bouton, ont été conçues pour attirer les consommateurs. Ces caractéristiques esthétiques diffèrent des caractéristiques fonctionnelles de la buse et du dispositif de pompage. L'aérosol tel qu'il a été développé pourrait facilement être protégé par un modèle enregistré (et il est déjà couvert pendant trois ans en tant que titre non enregistré). Il est probable que les étudiants feront également valoir la possibilité d'enregistrer la forme en tant que marque (cf. Toblerone ou la bouteille de Coca-Cola).


Mais il faut être prudent ! Qui a mis au point le flacon de l'aérosol ? Il s'agit en l'occurrence du bureau d'études du parc technologique universitaire. Vous devez vérifier les contrats relatifs au développement du flacon, afin d'établir si l'équipe de chercheurs est habilitée à enregistrer un titre de PI pour le flacon, étant donné que celui-ci pourrait en fait appartenir au bureau d'études. Il serait donc important de déterminer au plus tôt qui en est le titulaire.

Soulignez le fait que le bureau d'études – avant tout un sous-traitant – pourrait être une source potentielle de divulgation des secrets techniques ou commerciaux (ce qui peut être extrêmement dangereux avant le dépôt d'une demande de brevet). Il pourrait donc être utile d'envisager des accords de confidentialité. Le prototype ayant été présenté au bureau d'études, la signature d'un accord de confidentialité serait une mesure appropriée, même si une demande de brevet ou de modèle d'utilité a été déposée pour les caractéristiques techniques de l'aérosol (buse ou dispositif de pompage). Cet accord devrait stipuler que l'université est propriétaire du prototype initial et il devrait spécifier les obligations de non-divulgation ; la propriété du modèle qui en résulterait devrait faire l'objet d'un accord distinct.

Brevets et dessins ou modèles (II)

| | | |
|--|--|---|
| <p>Buse</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ brevet ▪ modèle d'utilité | <p>Dispositif de pompage</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ brevet ▪ modèle d'utilité |  |
| <p>Flacon</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ dessins et modèles : enregistrés et non enregistrés ▪ marque |  | |

A qui appartiennent tous ces éléments de PI ?



Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 48

Quel titre de PI choisiriez-vous pour la buse ?

Et pour le dispositif de pompage ?

Ou le flacon de l'aérosol ?

Dernière question : à qui appartiennent tous ces éléments de PI ?

Diapositive 49

Marques, droits d'auteur et noms de domaine (diapositive animée)

Nom de marque, logo et slogan

Le nom de la marque, le logo ou le slogan posent-ils problème ? Le nom de la marque est un mot créé (comme Kodak ou Sony) et peut donc revêtir à terme une identité « forte ». Une marque composée d'un mot « pur », qui n'est pas limité par la taille ou le style des caractères, confère une protection plus étendue qu'un nom de marque « stylisé », qui ne protège le mot ou le nom que sous une forme écrite particulière.

Le slogan n'est pas élogieux ni descriptif, et il n'indique pas non plus un type, une quantité ou une caractéristique. Cela ne pose donc pas de problème. (Cet aspect est exposé plus en détails dans le module de perfectionnement relatif aux marques.)

À long terme, les marques déposées pourraient représenter le titre ayant le plus de valeur. Elles n'expireront pas, contrairement aux droits conférés par les brevets, les modèles d'utilité et les dessins ou modèles. Si la protection par brevet peut exclure la concurrence sur cette niche de marché pendant une période suffisamment longue pour que la réputation de la marque soit établie, celle-ci peut continuer d'occuper une part de marché importante même après l'expiration des brevets et autres titres de PI.

Supports publicitaires

Les supports publicitaires – textes et créations artistiques pour des affiches, prospectus, indicatifs, publicités à la télévision et à la radio et sites Internet – seront couverts par des droits d'auteur.

La question de la propriété de ces titres est toutefois primordiale. Vous devez vérifier les contrats avec l'agence de publicité et vous assurer de détenir les titres protégeant la PI, par exemple les divers supports publicitaires. Vous devez également veiller à ce que l'agence de publicité ne devienne pas titulaire des marques déposées (ce qui arrivera si vous la laissez élaborer les noms de marque et les slogans, ou si elle dépose elle-même les demandes de marques).

Une autre suggestion serait de conclure des accords de confidentialité visant à empêcher toute divulgation d'informations sensibles sur le plan commercial (fixation des prix, stratégie de marketing, dates de lancement, données techniques, etc.).

Noms de domaine


Les noms de domaine sont des outils de marketing importants.

Si le nom NEBU-ALLERG devient une marque déposée, il conférera une protection élevée contre les cybersquatteurs, qui pourraient enregistrer des noms comme "www.nebuallerg.com" (sans tiret) ou "www.nebu-allerg.eu", et autres variantes.

Pour obtenir des dommages-intérêts en réparation d'un préjudice causé par des cybersquatteurs, vous devrez introduire une action en justice au titre du droit des marques, afin de prouver que le comportement des cybersquatteurs était une tentative « d'induire en erreur » des consommateurs.

Plutôt que d'employer directement la dénomination NEBU-ALLERG, l'équipe de marketing pourrait également enregistrer le nom "www.thegreenbutton.com" si elle pense que les consommateurs pourraient demander en pharmacie « l'anti-allergique avec le bouton vert ». C'est pourquoi le nom de domaine www.thegreenbutton.com pourrait en fait être plus intéressant. Il est donc fortement recommandé d'enregistrer les noms de domaine en tant que marques déposées.

Marques, droits d'auteur et noms de domaine

- Nom de marque : NEBU-ALLERG **marque déposée ®**
- Logo : **marque déposée ®** 
- Slogan : "Press green for go!" **marque déposée ®**
- Supports publicitaires : **droits d'auteur ©**
- Noms de domaine :
 - www.nebu-allerg.com
 - www.thegreenbutton.com

À qui appartiennent tous ces éléments de PI ?

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle 49

Qu'en est-il du nom de la marque, du logo et du slogan? Ils peuvent être protégés par marque déposée.

S'agissant des supports publicitaires, les textes et créations artistiques pour des affiches, prospectus, indicatifs, publicités à la télévision et à la radio, et sites Internet sont tous couverts par des droits d'auteur. Mais prudence !

La question de la propriété de ces titres est primordiale. C'est l'agence de publicité qui possède en l'occurrence ces titres. Il faut donc tenter de les transférer.

Avez-vous pensé à des accords de confidentialité avec l'agence ? C'est une bonne idée, car ces accords seront une solution efficace contre les divulgations d'informations sensibles sur le plan commercial, comme la fixation des prix, la stratégie de marketing, les dates de lancement, les données techniques, etc.

Pour ce qui est du nom de domaine, si NEBU-ALLERG devient une marque déposée, elle conférera une protection élevée contre les cybersquatteurs, qui pourraient enregistrer des noms comme "www.nebuallerg.com" – sans tiret – ou "www.nebu-allerg.eu", et autres variantes.

Il est probable que les clients demanderont en pharmacie l'"anti-allergique avec le bouton vert ». Il serait donc judicieux d'enregistrer également le nom "www.thegreenbutton.com".

Diapositive 50

Prochaines étapes ?

Quelles sont les prochaines étapes ?

Vous devez vérifier que vous n'avez pas réinventé une technologie qui existe déjà et que vous n'utilisez pas un nom de marque qui a déjà été déposé.

Vous pouvez effectuer vous-même une première recherche dans les bases de données en ligne pertinentes, qui peuvent être consultées gratuitement :

- par exemple dans Espacenet, afin d'établir les informations techniques pertinentes (une technologie existante a-t-elle été réinventée ?)
- ou dans la base de données TMview, ainsi que dans la base de données nationale pertinente, pour vérifier si le nom de marque a déjà été déposé.


Si vous n'avez que des connaissances élémentaires de la PI, il est vivement recommandé de consulter un professionnel avant de déposer des demandes. Par conséquent, dans le cadre de notre exercice, si l'équipe de chercheurs voulait poursuivre le développement et la commercialisation de son produit, elle devrait consulter dans un deuxième temps un mandataire en brevets et en marques pour qu'il s'occupe des questions suivantes :

- Le produit créé est-il brevetable ?
- Quelle est sa marge de manœuvre ? La technologie contrefait-elle des brevets qui sont en vigueur dans des pays où l'équipe souhaite opérer ?
- Existe-t-il des entreprises qui pourraient lui concéder – ou auxquelles elle pourrait concéder – des licences sur des technologies pertinentes ?
- Qui sont ses partenaires, clients et fournisseurs, ainsi que ses concurrents potentiels ?
- Existe-t-il un risque de contrefaçon en ce qui concerne les marques et dessins ou modèles ?

Le module de perfectionnement relatif aux sources et outils d'informations sur la PI donne de plus amples renseignements concernant la recherche d'informations sur les brevets et les marques.

Prochaines étapes

- Brevets - recherche gratuite dans Espacenet, qui contient plus de 80 millions de documents
- Marques et dessins ou modèles - recherche gratuite dans TMview
- Consulter un professionnel
 - Votre invention est-elle nouvelle, inventive et brevetable ?
 - Existe-t-il un risque de contrefaçon d'autres titres ?
 - A qui pourriez-vous concéder une licence ?
 - De qui pourriez-vous obtenir une licence ?
 - Qui sont vos clients, fournisseurs et concurrents potentiels ?



TMview

Kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle

50

Quelles sont donc les prochaines étapes ?

Vous devez vérifier que vous n'avez pas réinventé une technologie qui existe déjà et que vous n'utilisez pas un nom de marque qui a déjà été déposé.

Pour ce faire, vous pouvez effectuer une recherche.

Vous pouvez effectuer vous-même une première recherche en ligne, par exemple dans Espacenet ou TMview, dont la consultation est gratuite.

Il vous est cependant vivement recommandé de consulter également un professionnel, pour qu'il réponde aux questions-clés exposées ci-dessus.

Texte de l'exercice d'application

Aérosol et produit en aérosol contre les allergies

Une équipe de chercheurs universitaires a mis au point un nouveau médicament très efficace dans le traitement de certaines allergies.

Après avoir examiné différents modes d'application du produit, l'équipe a conclu que l'application nasale sous forme d'infimes particules serait la plus appropriée. Elle a développé un nébuliseur et effectué des essais en laboratoire. La buse du nébuliseur a une forme (dessin) particulière, qui permet une administration plus efficace en libérant avec précision de fines gouttelettes de taille uniforme à vitesse constante, afin d'atteindre l'endroit optimal à l'intérieur du nez, d'où une meilleure absorption. Le dispositif de pompage a également été perfectionné de manière à administrer une dose fixe et précise du produit, qui suffit pour traiter les symptômes pour toute la journée. Pour toutes ces raisons, l'équipe considère que son invention pourrait devenir leader du marché.

L'équipe a montré un prototype de l'aérosol à l'un des bureaux d'études du parc technologique de l'université. En coopération avec ce bureau, ils ont trouvé pour l'ensemble du flacon de l'aérosol un modèle attrayant et commercialisable. Ce modèle est minimaliste – « propre et clinique » – et comprend un flacon blanc, doté d'un unique bouton vert.

L'équipe voit dans les produits contre les allergies un marché porteur. Elle a donc demandé à une agence de publicité de formuler une stratégie lui permettant de conquérir une importante part de marché au cours des prochaines décennies. Ensemble, elles ont trouvé un nom de marque, NEBU-ALLERG, et un plan pour créer un logo attractif. Le slogan devant selon elles mettre l'accent sur la simplicité, elles ont pensé à "Press green for go !" (poussez le bouton vert pour injecter). L'agence de publicité élaborera un site Internet ainsi que d'autres supports pour soutenir la campagne de promotion.

À faire

- Identifiez les divers éléments de PI dans ce projet.
- Suggérez des moyens pour les protéger.
- Identifiez d'éventuelles questions d'ordre contractuel.

Conditions d'utilisation

Le kit d'enseignement sur la PI a été produit par l'OEB en coopération avec l'EUIPO.

Le contenu de ce kit est destiné exclusivement à la formation et à l'information. Les éléments qui y figurent sont de nature générale uniquement et ne couvrent pas les circonstances spécifiques d'un cas, d'un individu ou d'une entité en particulier.

L'OEB et l'EUIPO ne peuvent pas garantir que les informations fournies sont toujours exhaustives, complètes, exactes et à jour. Par conséquent, ils ne pourront être tenus responsables de toute perte ou de tout dommage pouvant survenir suite à une action s'appuyant sur ces informations.

Les informations figurant dans ce kit ne constituent en aucun cas des conseils professionnels ou juridiques.

Les utilisateurs peuvent modifier ou traduire le kit d'enseignement sur la PI, en totalité ou en partie, à condition que l'OEB et l'EUIPO soient mentionnés comme étant la source du texte original, et qu'il soit clairement indiqué que des modifications ont été apportées à l'original, que le texte modifié ou traduit n'a pas été approuvé par l'OEB ni par l'EUIPO et que l'OEB et l'EUIPO ne sont pas responsables de l'exactitude de toute version modifiée ou traduite de ce texte. Toute autre référence à l'OEB et à l'EUIPO, et notamment leurs logos officiels, doivent être supprimés de ladite version.

Les utilisateurs doivent transmettre gratuitement à l'OEB et à l'EUIPO une copie électronique des modifications ou des traductions et lui donner le droit de les diffuser, le cas échéant, en tant que version supplémentaire ou nouvelle version linguistique de l'IPTK. L'OEB et l'EUIPO doivent mentionner l'auteur des modifications ou des traductions, si la demande leur en est faite.

L'IPTK ou l'une quelconque de ses sections, ainsi que toute modification ou traduction du kit ou de l'une de ses sections ne peuvent être utilisés qu'à des fins non commerciales d'enseignement et de formation.

Pour accéder à l'ensemble de la collection IPTK en ligne, aux mises à jour et à d'autres possibilités de formation, rendez-vous sur : www.epo.org/learning-events/materials/kit_fr.html. Vous y trouverez également un didacticiel destiné aux enseignants et maîtres de conférences.

Mention d'impression

Produit par

l'Office européen des brevets (OEB) et
l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO)

Publié par

OEB Munich
2^e édition
ISBN 978-3-89605-156-11

Concept et coordination

Académie européenne des brevets

Contenu fourni par

OEB et EUIPO
Office communautaire des variétés végétales
ip4inno project (www.ip4inno.eu)

Les différents modules ont été produits et/ou révisés par :

Graham Barker
Silvia Baumgart
Robert Harrison
Anu Idicula
Ingrida Karina-Berzina
John Mc Manus
Sérgio Maravilhas Lopes
Anna Yotova

Révision générale

Service linguistique de l'OEB

Maquette

EPO Graphic Design Munich

Photos

Couverture : Thinkstock

Vous pouvez télécharger gratuitement le kit d'enseignement sur la PI sur le site Internet de l'OEB à l'adresse suivante : www.epo.org/learning-events/materials/kit_fr.html et sur le site de l'EUIPO à l'adresse suivante : <https://euipo.europa.eu>

© OEB 2018

Office européen des brevets
www.epo.org/learning-events_fr

Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle
www.euipo.eu